

REVOLUTION COMMUNISTE

groupe marxiste internationaliste [collectif révolution permanente]

Front unique ouvrier contre le gouvernement du capital

12 septembre, Lyon / photo L'Humanité

n° 25 septembre-octobre 2017 1 euro

La véritable convergence des luttes, la riposte efficace, c'est **la grève générale** pour vaincre Macron

Les conquêtes sociales arrachées par l'armement du peuple (1944-1945) et par la grève générale (1936, 1968) sont démantelées par les gouvernements successifs depuis les crises capitalistes mondiales de 1973 et de 2008.

> *Puisque l'on entre dans un monde très schumpetérien, il est important de libérer le processus de « destruction créatrice ».* (Macron, *Le Point*, 31 août)

Les syndicats associés

Le PS a préparé le terrain à Macron avec la loi Hollande-Macron (2015) et la loi Hollande-El Khomri (2016). L'accroissement de la précarité, l'allègement des protections des salariés d'un Code du travail déjà bien édulcoré, le candidat Macron (ancien banquier, ancien ministre de Hollande) les avait promis aux patrons. Le gouvernement Macron-Philippe les avait annoncés comme sa priorité en juin. Les députés LREM, LR, Modem ont autorisé en juillet le gouvernement à opérer sous forme d'ordonnances pour le *« renforcement du dialogue social »*.

Pourtant, les chefs de la CGT, de la CFDT, de FO, de la CFTC et de la CFE-CGC ont négocié au cours de dizaines de réunions :

- 23 mai, convocation à l'Élysée des « partenaires sociaux » par le président de la République : personne ne manque ;
- 24-31 mai, convocation à Matignon des « partenaires sociaux » par le Premier ministre : personne ne manque ;
- 9 juin-12 juillet, réunions bilatérales au ministère du travail : personne ne manque ;
- 24-27 juillet, convocation à Matignon des « partenaires sociaux » par le Premier ministre : personne ne manque ;
- 22-25 août, présentation des projets d'ordonnances par la ministre du Travail aux « partenaires sociaux » : personne ne manque ;
- 31 août, convocation à Matignon des « partenaires sociaux » par le Premier ministre pour leur présenter les ordonnances : personne ne manque.

Toutes ces concertations officielles n'ont pas suffi à certains.

> *L'une de ces messes basses, tenues à la mi-juillet, est restée injustement inédite : l'huissier du ministère du Travail, qui aurait dû conduire très discrètement Mailly jusqu'à Muriel Pénicaud, s'est trompé et il l'a introduit dans la pièce occupée par la délégation d'un syndicat concurrent venu négocier (très officiellement, lui) avec les conseillers de la ministre ! Quelques minutes plus tard, l'huissier a réapparu, confus : « Excusez-moi, monsieur Mailly, je ne devais pas vous laisser avec ces messieurs-dames ».* (*Le Canard enchaîné,* 13 septembre)

Pendant trois mois, tous les dirigeants syndicaux ont écouté respectueusement le gouvernement Macron-Philippe et lui ont fait des « propositions ». Et LFI, PS, PCF, LO, POID, POI… n'ont rien trouvé à y redire (d'ailleurs, le PCF lui aussi fait *« des contrepropositions claires »*). Si le NPA a relevé la stupidité de se prêter aux consultations gouvernementales, le rassemblement syndical qu'il anime (Front social) s'est bien gardé d'engager le combat contre les bureaucrates qui s'y pliaient.

Pour justifier leur caution des opérations anti-ouvrières des gouvernements successifs, les bureaucrates arguent soit qu'ils ont obtenu des contreparties (en général insignifiantes au regard des contre-réformes ; cette fois-ci, c'était l'augmentation des indemnités de licencie-

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du **Groupe marxiste internationaliste**
section française du Collectif révolution permanente

Directeur de publication : **Étienne Valyi**

ISSN : **2273-8762**



Abonnement : 12 euros pour 5 numéros

Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de **ARTP**

Pour contact ou abonnement : écrire à

ReSo
AGECA service BP
177 rue de Charonne
F-75011 PARIS

Site du CoReP en allemand, anglais, espagnol, français, turc , etc. : **revolucionpermanente.com**

Site du GKK / Autriche : **klassenkampf.net**

Site du GMI / France : **groupemarxiste.info**

Le dessin du crieur est de Honoré, assassiné le 7 janvier 2015 avec Cabu, Charb, Tignous et Wolinski par les islamistes

ment), soit qu'ils ont limité les dégâts (sans eux, le gouvernement nous aurait coupé un bras entier au lieu d'une seule main).

> *La CFTC s'est félicitée qu'aucune de ses lignes rouges n'ait été franchie.* (*Les Échos*, 2 septembre)
>
> *Il y a des points de désaccords, mais nous avons bloqué plein de choses, ça aurait pu être la bérézina.* (Jean-Claude Mailly, *Le Monde*, 2 septembre)

Le résultat du « dialogue social »

Mais qu'ont « bloqué » Martinez, Berger, Mailly et compagnie ?

> *La réforme est loin d'avoir accouché d'une souris, convenant pour l'essentiel au patronat.* (*Les Échos*, 2 septembre)
>
> *Jamais un pouvoir n'avait osé aller aussi loin dans la prise en compte des revendications patronales, qu'il s'agisse du plafonnement des indemnités prud'homales, de la possibilité de négocier sans syndicat dans les PME ou de la fusion des instances représentatives du personnel.* (*Le Monde*, 2 septembre)

Le pouvoir exécutif a tenu son calendrier. De toutes ces concertations officielles et officieuses, est sortie une attaque d'envergure sous forme de cinq ordonnances communiquées le 31 août, adoptées au Conseil des ministres du 22 septembre, publiées au *Journal officiel* le 25 septembre.

- Le contrat « de chantier » ou « de projet » est étendu à toutes les branches.
- En cas de passation d'un contrat de sous-traitance, de nettoyage, de sécurité… d'une firme à une autre, les anciens contrats de travail pourront être revus par le nouvel employeur.
- Dans les entreprises jusqu'à 50 salariés, le patron peut discuter et faire signer des accords d'entreprise en dehors des syndicats sur tous les sujets. Un vote à la majorité (donc un référendum) suffit à avaliser l'accord et à contourner les accords de branche.
- La situation économique des grandes entreprises qui décident un licenciement collectif est appréciée uniquement au niveau de la filiale nationale et non au niveau du groupe.
- Les indemnités pour licenciement abusif qu'impose parfois aux employeurs le conseil de prud'hommes (4 juges : 2 patrons, 2 salariés) sont plafonnées.
- La « rupture conventionnelle » de la loi Sarkozy-Bertrand (2008) qui permet de camoufler les licenciements sera élargie, elle devient possible à l'échelle collective. L'employeur pourra embaucher librement aussitôt après avoir chassé un lot de travailleurs. Le refus d'un/e salarié/e d'accepter la modification de son contrat de travail par un accord collectif est assimilé à une démission.
- Le comité d'hygiène et de sécurité, qui protège un peu les salariés, est supprimé. Le « conseil d'entreprise » remplace les DP, le CE et le CHSCT pour généraliser la cogestion qui est déjà la règle dans les grandes entreprises (par la présence d'administrateurs « syndicaux » dans les CA).

La satisfaction du patronat

Le parti fascisant est le plus réticent des partis bourgeois. Le FN prétend que les ordonnances ne vont servir que les grands groupes, et non le petit patronat qu'il prétend incarner politiquement.

> *L'orientation assumée vers une primauté de l'accord d'entreprise (sur la durée du temps de travail notamment), favorisera par ailleurs le dumping social au sein d'un même secteur et cela au profit des grands groupes…* (FN, 1 septembre)

Mais le communiqué des porte-paroles du petit capital est d'une tonalité différente.

> *Après des mois de concertations et d'échanges le résultat est là. Et il est à la hauteur de nos attentes. La réforme tant attendue est au rendez-vous. La possibilité, en l'absence de syndicat, de négocier des accords majoritaires avec les représentants du personnel dans les PME jusqu'à 50 salariés est une avancée majeure qui favorisera le dialogue social au sein de l'entreprise et permettra d'adapter l'organisation du travail à l'activité de l'entreprise. Les TPE de moins de 20 salariés pourront, quant à elles, organiser une consultation, forme de référendum simplifié, à l'initiative de l'employeur… Plus qu'une victoire de la CPME qui voit ainsi plusieurs de ses revendications historiques satisfaites, cette réforme traduit un changement en profondeur qui*





prend en compte la réalité des petites entreprises en leur ouvrant des facultés de dialogue jusqu'à présent réservé, en pratique, aux seules grandes entreprises. Employeurs et salariés des TPE/ PME en sortiront gagnants. (CPME, 31 août)

Le Medef, qui incarne le grand capital, se réjouit aussi.

Cette réforme est une première étape importante qui peut aider à conforter la confiance des entreprises. (Pierre Gattaz, 31 août)

Dans le capitalisme, il ne s'agit pas de *« la confiance »* des dizaines de millions de prolétaires qui assurent la production *« des entreprises »* mais de celle de quelques centaines de milliers qui les possèdent et qui peuvent ainsi obliger à travailler selon leur volonté, disposer des produits et encaisser les profits.

Division et dispersion

Ceux qui se précipitent quand le gouvernement les siffle, qui acceptent de discuter ses attaques contre la classe ouvrière, évidemment ne vont pas l'empêcher d'appliquer ses plans.

Nous sortons d'une phase de concertation intense, dans laquelle tous les syndicats ont joué le jeu. Même s'ils ne sont pas d'accord, une stratégie d'opposition frontale serait difficile à comprendre. (Gilles Le-Gendre, vice-président du groupe LREM à l'Assemblée, 19 septembre)

Certains responsables syndicaux (cette fois-ci CFDT, FO, CFTC) vont jusqu'à justifier les mesures, en prétendant qu'elles établissent un « équilibre » entre capital et travail. Un tel équilibre est un mythe. Des siècles de lutte de classe montrent que toutes les revendications menacent les intérêts des patrons et que toutes les conquêtes leur sont arrachées par la lutte ou par la menace. Elles ne satisfont pas les deux. De même, les exigences du Medef et de la CPME s'opposent aux intérêts des travailleurs.

D'autres (cette fois-ci CGT, Solidaires), pour ne pas se discréditer auprès de leur base (globalement plus militante et plus persécutée par les patrons) et perdre alors toute utilité aux yeux de la classe dominante, feignent de s'opposer en appelant à de multiples « journées d'action ».

Lorsque la direction de la CGT appelle à la première journée d'action *« de grèves et de manifestations »* (au pluriel), elle ne se donne même pas la peine d'exiger le retrait des ordonnances qui viennent d'être rendues publiques.

Le gouvernement vient de nous proposer dans la droite ligne de ses prédécesseurs une énième réforme du droit du travail… Le 12 septembre doit être une première riposte de grèves et manifestations à cette loi du travail XXL. La CGT va continuer à informer partout les salariés…. La CGT va engager le débat avec eux pour d'autres propositions… (CGT, 31 août)

La bureaucratie de la CGT fait comme si le gouvernement se contentait de *« proposer »* et qu'il conviendrait, dans le cadre du « dialogue social » le plus courtois, de lui soumettre *« d'autres propositions »*. Pourtant, ses adjoints réformistes et centristes soutiennent tous les diversions.

La CGT appelle à la grève et à manifester le 12 septembre. Elle nous donne l'occasion de protester. Nous devons le faire. (LO, 4 septembre)

La CGT, elle, au moins, est à l'initiative de la journée de mobilisation et de grève du 12 septembre. (LTF, 5 septembre)

La soixantaine de collectifs Front social travaillent de concert avec les intersyndicales locales à la réussite de la journée de mobilisation du 12 septembre (NPA, 7 septembre)

Nous soutenons la journée de lutte intersyndicale du 12 septembre ainsi que toutes les mobilisations syndicales et politiques à venir contre la politique de casse sociale de Macron. (PCF, Ensemble, GDS du PS, ND, 11 septembre)

La direction de la CGT a prévu une autre journée d'action, le 21 septembre, il faut s'en saisir pour que la mobilisation s'amplifie et s'élargisse. (LO, 10 septembre)

En cas d'échec, la faute incombera non à la collaboration de classe des chefs syndicaux, mais à l'inertie de la masse des prolétaires. Le nouveau parti social-patriote de Mélenchon (ex-ministre PS), qui l'a emporté électoralement et provisoirement sur le PS (et sur le PCF), ajoute sa propre contribution à l'éclatement et aux exutoires. Leur calendrier est dirigé contre le front unique ouvrier pour affronter et vaincre Macron, Philippe et Pénicaud.

- Le 12 septembre, journée de grèves (au pluriel dans l'appel) et de manifestations organisée par CGT, Solidaires, FSU et UNEF, sans appeler au retrait des ordonnances : Macron reste de marbre ;
- Le 19 septembre, manifestation et barrages filtrants des syndicats routiers CFDT et CFTC : le gouvernement ne se donne même pas la peine de commenter ;
- Le 21 septembre, journée d'action organisée par CGT, Solidaires, FSU et UNEF: le lendemain, le Conseil des ministres adopte les ordonnances ;
- Le 23 septembre, manifestation à drapeaux tricolores appelée par LFI avec le soutien d'Ensemble, du M1717 (la scission du PS de Hamon), du POI, de

ND, de la GR... : le même jour, le président signe les ordonnances devant les caméras de télévision ;

- Le 25 septembre, la CGT et FO transports appellent les routiers à une grève reconductible, tout seuls : le gouvernement leur envoie la police ;
- Le 28 septembre, tous les syndicats appellent les salariés retraités à manifester, isolément ;
- Le 10 octobre, tous les syndicats appellent les fonctionnaires à une journée de grève, séparément.

Seule l'irruption de la classe ouvrière, débordant les directions conciliatrices, pourrait menacer Macron. Si les ordonnances passent, la porte sera ouverte à d'autres attaques : CSG, privatisations, droit au logement, droit à la retraite, droits des chômeurs, droit aux études, droit à la santé...

Autres attaques

Le gouvernement Macron-Philippe veut faire retomber davantage le fardeau des prélèvements obligatoires sur le travail. Le ministre de l'Économie ex-LR Le Maire a annoncé le 30 août à l'université du Medef : la baisse de l'impôt sur les sociétés, de 33 % des bénéfices à 25 % ; la limitation de l'impôt sur la fortune en en exemptant les titres financiers (actions, obligations, etc.) : ne serait pris en compte que les immeubles personnels ; la pérennisation du « crédit d'impôt compétitivité emplois » par la transformation en *« baisse de charges »* définitive. Au total, 4 milliards d'euros de cadeaux supplémentaires par an.

> *Le budget 2018 ne va pas terroriser les Français les plus aisés. Il prévoit également une douceur pour les banques et les assurances. Ces entreprises ne sont pas soumises à la TVA mais à une taxe sur les salaires. Elles ne la paieront plus, désormais, sur la dernière tranche des salaires. Coût fiscal : 300 millions d'euros. Officiellement, il s'agit de favoriser, dans le contexte du Brexit, le retour en France des Français travaillant dans les banques et les assurances à Londres... Il n'est pas possible d'appliquer cette mesure aux rentrants sans en faire bénéficier également ceux qui travaillent déjà en France dans le même secteur. Du coup, l'exonération de la taxe sur les salaires concernera tous les hauts salariés banquiers et assureurs.* (*Le Canard enchaîné*, 20 septembre)

Par contre, au nom de l'équilibre budgétaire, le même gouvernement ponctionne l'allocation logement, coupe dans les dotations aux collectivités territoriales, restreint les emplois aidés, menace les hôpitaux publics, les HLM, l'université...

> *Nous ferons des efforts sur les politiques de l'emploi et du logement, devenues largement inefficaces... Pour ce qui est de la santé, nous allons développer une stratégie axée sur la prévention, décloisonner le public et le privé... Nous ferons en sorte que l'on arrête de faire croire à tout le monde que l'université est la solution.* (Macron, *Le Point*, 31 août)

Mais l'austérité annoncée ne sera pas générale : l'appareil répressif, le coeur de l'État bourgeois, y échappera.

> *Nous allons augmenter les moyens du régalien, ceux de la justice, des armées et de la sécurité intérieure.* (Macron, *Le Point*, 31 août)

Moins l'État protège, ce qu'il ne faisait que dans d'étroites limites (la propriété privée, la domination de la marchandise et la défense du profit), plus il réprime à l'intérieur et il opprime à l'extérieur.

État policier

Dans les grandes villes, les manifestants du 12 et du 21 septembre ont été confrontés à un dispositif policier coûteux, démesuré et agressif : fouilles préventives, hélicoptères, canons à eau, innombrables gendarmes (GM) et policiers avec (CRS) ou sans uniforme (BAC)...

> *Désireux d'avoir les coudées franches face aux « casseurs », de nombreux policiers reprochent au pouvoir politique ses atermoiements, qu'ils qualifient de « syndrome Malik Oussekine », du nom de ce manifestant tué en 1986 par des policiers, un drame dont le souvenir tétaniserait les autorités... Petit à petit, les lignes ont bougé. « Les ministres de l'intérieur [actuel et précédents] ont initié une réflexion globale », explique un cadre de la gendarmerie nationale, dont les forces mobiles sont un pilier du maintien de l'ordre aux côtés des CRS. Dès l'automne 2016, l'ancien préfet de police Michel Cadot disait vouloir « orienter le service d'ordre de façon beaucoup plus mobile, y compris en allant dans la nébuleuse [la tête de cortège] pour interpeller »... L'emploi des moyens techniques a lui aussi été amendé. Alors qu'ils étaient devenus tabous à Paris depuis leur utilisation controversée en 1991 lors d'une manifestation d'infirmières, les canons à eau ont fait leur réapparition sur le bitume courant 2016. « Avant, on subissait. Maintenant, la réaction, elle est là », se réjouit David Michaux, secrétaire national CRS du syndicat de gardiens de la paix UNSA-Police.* (*Le Monde*, 21 septembre)

Le 23 septembre, la manifestation aux drapeaux tricolores s'est déroulée sans accroc.

> *Le préfet a par ailleurs souligné la qualité de la relation avec le service d'ordre des organisateurs qui a largement contribué à ce bon déroulement.* (*Le Figaro*, 23 septembre)

Par contre, les chauffeurs routiers ont été intimidés ou attaqués par la police les 25 et 26 septembre.

Loi liberticide

« L'état d'urgence », un lot de mesures anti-démocratiques adopté au nom de la nécessité antiterro-

riste, devient permanent. Là aussi, la responsabilité des bureaucraties syndicales et des partis « réformistes » est écrasante. L'état d'urgence a été adopté par le président PS Hollande en décembre 2015 avec le soutien des députés PS et PCF, debout à l'Assemblée nationale avec ceux de LR et du FN, entonnant avec eux *La Marseillaise*. Même certains « trotskystes » l'ont cautionné.

> *Je pense que l'état d'urgence a pu, au lendemain des attentats, avoir son utilité par l'effet de surprise qu'il causait...* (Nathalie Arthaud, candidate LO à la présidentielle, *France 2*, 20 avril)

Le gouvernement Macron-Philippe veut le pérenniser par un projet de loi *« renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme »* soumis le 25 septembre à l'Assemblée nationale le matin même où la police disperse les barrages des salariés des transports routiers.

> *Moi je considère que rien ne menace ma liberté si ça permet de lutter efficacement contre le terrorisme.* (Benjamin Castaner, porte-parole du gouvernement, 27 août)

Les perquisitions administratives et les assignations à résidence seront désormais dans le droit commun. Les préfets auront la possibilité d'instaurer des « zones de protection » dans lesquelles pourront être effectués sans réquisition judiciaire des palpations, des contrôles de bagages et des fouilles de véhicules.

> *Les opérations de contrôle lancées par la police pourront s'étendre aux abords des 373 ports, aéroports et gares... Elles seront étendues à un rayon de 20 km autour des 118 points de passages frontaliers. Or, établir un tel rayon de 20 km revient à englober les principales agglomérations françaises... En réalité, c'est l'immigration clandestine qui semble visée.* (*Le Monde*, 13 septembre)

Les magistrats, les universitaires et les associations de défense des droits de l'homme sont quasi unanimes pour dénoncer la transcription de l'état d'exception dans le droit commun. L'expérience montre que de telles mesures sont toujours utilisées contre les luttes des travailleurs.

Mélenchon efface les classes

Jusqu'à l'élection de 2017, Mélenchon et son PdG expliquaient aux travailleurs que leur arme était le bulletin de vote. Mauvais perdant, il accuse le PS de son échec à la présidentielle (alors qu'au premier tour, les candidats des partis bourgeois totalisaient plus de 70 % des voix et ceux du mouvement ouvrier moins de 21 %).

> *Si Benoit Hamon avait retiré sa candidature, il serait aujourd'hui premier ministre et moi président de la République.* (Mélenchon, *La Provence*, 14 septembre)

Mais Macron invoque la légalité bourgeoise, la démocratie bourgeoise (l'élection présidentielle, les élections législatives) pour porter son attaque contre les travailleurs : *« La démocratie, ce n'est pas la rue »*. Par conséquent, dans son discours du 23, place de la République, le vieux politicien social-démocrate tourne sa veste et choisit d'oublier le verdict des urnes.

> *La démocratie, ça ne serait pas la rue. Monsieur le président, il vous reste à consulter l'histoire de France. C'est la rue qui a renversé les rois, abattu les nazis, protégé la République contre les généraux félons de 1961... C'est la rue qui a obtenu le retrait du CPE, le droit au logement opposable, le retrait du plan Darcos sur la réforme des lycées... Nous allons faire des casserolades pour dire : « Vous nous empêchez de rêver, alors nous allons vous empêcher de dormir ! ».* (Mélenchon, 23 septembre)

Mélenchon tronque. Ivre de nationalisme, il oublie que la révolution française de 1789 a été préparée par les révolutions démocratiques de Suisse, des Pays-Bas, de Grande-Bretagne, des États-Unis... La révolution russe de 1917 a donné l'exemple au monde entier de la prise du pouvoir des travailleurs et permis de créer des partis ouvriers révolutionnaires contre le crétinisme parlementaire, la collaboration de classes et le colonialisme. Ce ne sont pas des Français qui ont abattu à eux seuls les nazis, mais la révolution des ouvriers d'Italie qui ont déclenché la grève générale et pris les armes en 1943 pour disloquer le régime fasciste italien ainsi que les sacrifices inouïs des peuples de l'URSS emportant le première victoire militaire contre l'impérialisme allemand à Stalingrad la même année.

Depuis 1848, les travailleurs de France ne se contentent pas de se faire tuer au compte des bourgeois démocrates, des bavards du type Lamartine ou Mélenchon, ils affirment leurs propres intérêts. Il est remarquable que Mélenchon, ceint de tricolore le 23 septembre, passe sous silence le massacre des travailleurs au drapeau rouge en 1848 par les Républicains bourgeois au drapeau tricolore. S'il connait si bien l'histoire, pourquoi faire silence sur la Commune de Paris de 1871 au drapeau rouge, la première fois où des travailleurs, armés, ont conquis le pouvoir, avant d'être massacrée par la bourgeoisie alliée à l'envahisseur prussien et unie sous le drapeau tricolore.

> *Le véritable secret de la Commune, le voici : c'était essentiellement un gouvernement de la classe ouvrière, le résultat de la lutte de la classe des producteurs contre la classe des appropriateurs, la forme politique enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du travail.* (Karl Marx, *La Guerre civile en France,* 1871)

Mélenchon oublie aussi les soulèvement de la jeunesse (aux drapeaux rouges et noirs), la grève générale de

1968 parce qu'il est un admirateur du général De Gaulle et qu'il s'oppose à tout ce qui pourrait menacer la bourgeoisie française, déboucher sur la révolution sociale.

Mélenchon truque. Ce ne sont pas des « journées d'action » qui ont empêché partiellement la loi Villepin en 2006, mais la grève générale illimitée des étudiants et des lycéens, représentées par une coordination nationale élue par les AG des facultés. Ce ne sont pas des « journées d'action » qui ont fait échouer une partie du plan Juppé en 1995, mais les grèves illimitées dans les transports publics et l'enseignement public. En 1944-1945, les travailleurs étaient non seulement « dans la rue », mais en armes en Grèce, en Italie et en France, en profitant de l'avancée des troupes impérialistes rivales de celles de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste. En 1789, ce ne sont pas des casseroles qui abattirent la monarchie, mais le peuple en armes.

Que faire ?

Les exploités et futurs exploités de ce pays n'ont pas besoin d'une assemblée constituante et d'une 6e république bourgeoise, mais d'une République des travailleurs.

Ils n'ont pas besoin d'un repli protectionniste et d'un retour au franc français, mais de la nationalisation sans indemnité ni rachat de tous les groupes capitalistes français et étrangers et des États-Unis socialistes d'Europe.

Ils n'ont pas besoin d'un troisième parti traître, défenseur du capitalisme, de la bourgeoisie française, de l'État bourgeois, de ses flics et de ses généraux, ils ont besoin d'un parti comme le Parti bolchevik pour mener la lutte de classe jusqu'au bout, exproprier les groupes capitalistes, ouvrir la perspective du socialisme-communisme mondial.

Il faut construire une internationale communiste. Il faut regrouper dans une seule organisation nationale les groupes, courants, fractions et militantes/ts révolutionnaires actuellement dispersés pour pouvoir affronter les bureaucraties syndicales et les partis sociaux-impérialistes au lieu de les laisser trahir et démoraliser. Il faut forger un parti qui conduira la classe ouvrière à la révolution, qui l'aidera à renverser l'État bourgeois, à le remplacer par son propre pouvoir.

Le premier pas est de mener un combat coordonné au sein des assemblées générales et des syndicats pour la rupture avec le gouvernement, l'abrogation des ordonnances et le retrait du projet de loi anti-terroriste, la fin des interventions militaires, l'interdiction des licenciements… et pour cela, préparer la grève générale, élire des comités (dans les quartiers, les entreprises et les lieux d'études), les centraliser, protéger les luttes contre la police et les fascistes.

26 septembre 2017


Retrait des ordonnances contre le travail !

Aucune négociation des attaques ! Retrait du projet d'ordonnance !

Pour vaincre le gouvernement
Ni négociations, ni journées d'action
Préparer la grève générale

Tracts du GMI

Abonnement à Révolution communiste

Envoyer 12 euros (ou plus en soutien) à l'ordre de ARTP pour 5 numéros à

ReSo AGECA service BP 177 rue de Charonne 75011 PARIS FRANCE

NOM .... Prénom ....

Adresse postale ....

Adresse électronique ....@..

Universités Austérité, cogestion et contre-réformes

Fin août, 6 000 candidats n'avaient toujours pas obtenu d'affectation dans une formation universitaire, tandis que 11 000 y avaient renoncé, s'inscrivant dans l'enseignement privé ou remettant leurs études à un futur incertain.

Pour ceux qui ont réussi leur admission, la situation s'annonce critique. Alors que depuis trois ans le nombre d'étudiants croît de 20 000 à 40 000 chaque année (et on en prévoit entre 40 000 et 50 000 de plus en 2017), les budgets ont stagné, et le gouvernement a décidé de diminuer de 331 millions d'euros le budget de l'enseignement supérieur et de la recherche, dont 95 millions en moins pour la recherche et les formations universitaires, et 46 millions pour la vie étudiante. Cela signifie : bâtiments délabrés, salles d'enseignement surchargées où beaucoup d'étudiants ne trouvent pas de place assise, cours ou travaux dirigés rabotés, désorganisation de la rentrée, etc. Par ailleurs la baisse des APL pénalise les étudiants, alors que les loyers augmentent et que le coût de la vie étudiante, selon l'UNEF, a augmenté de 2,09 %, (pour une inflation générale de 0,7 %).

Cette politique est aggravée par la mise en oeuvre par les Présidents-patrons d'université de la politique dite « d'excellence », à savoir soutenir certaines vedettes universitaires aux dépens de leurs collègues moins « célèbres ». Cela dans un contexte où les ministères successifs ont poussé aux fusions d'Universités (appelée ComUE : Communauté d'établissements universitaires), pour soi-disant améliorer la visibilité et l'attractivité des universités françaises à l'international. En réalité il s'agit surtout de faire des économies d'échelle par la mutualisation des moyens.

Cela s'accompagne d'investissements dans le tape-à-l'oeil ; par exemple, l'Université de Strasbourg a entrepris de démolir une bibliothèque en vue d'en reconstruire une nouvelle, dotée de salles de travail pour étudiants et de « lieux de convivialité », alors qu'il est plus urgent de construire des salles d'enseignement pour accueillir une population étudiante toujours croissante, et d'assurer l'accès de certains vieux bâtiments aux handicapés. Mais peut-être le pouvoir veut-il à terme réduire l'enseignement « présentiel » classique (un enseignant physiquement présent devant ses étudiants) au profit de l'auto-formation et des cours en ligne sur Internet.

Pour les personnels de l'Enseignement supérieur et de la recherche (hormis les enseignants-chercheurs pour l'instant), la hausse prévue de la CSG se conjugue avec la mise en place du RIFSEEP, système d'individualisation des primes en fonction du profil du poste et du dévouement à la tâche, en quelque sorte la transcription dans l'enseignement supérieur de l'inversion de la hiérarchie des normes. Et ce, à budget constant, conduisant au renforcement de la compétition entre les agents. Sans compter que l'agenda de mise en application du protocole PPCR (Parcours professionnels, carrières et emplois), déjà bien en deçà des besoins des personnels, a été remis en cause par Gérard Darmanin, ministre de l'Action et des comptes publics, lors du CCFP le 10 juillet dernier.

Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, a annoncé le 17 juillet la mise en place d'une « concertation » avec les « acteurs de l'enseignement supérieur » en vue de « réformer » l'accès en premier cycle de l'Université. Des « groupes de travail » se réunissent depuis le 11 septembre, ils devront faire leurs propositions fin octobre pour aider le gouvernement à mettre en place ses « réformes » à la rentrée 2018.

Certaines idées ont été lancées. Le tirage au sort serait abandonné et on instaurerait à la place une forme de sélection qui ne dit pas son nom. Chaque spécialité universitaire aurait ses « prérequis » qui pourraient combiner de façon variable les notes obtenues, les matières suivies au lycée, la motivation, voire l'engagement associatif. Les étudiants ne satisfaisant pas les « prérequis » se verraient dirigés vers d'autres filières, ou devraient faire une année de « mise à niveau » avant d'entrer en licence.

Simultanément, le ministre de l'Éducation nationale propose d'introduire dans le baccalauréat une part de contrôle continu. De telles épreuves seraient organisées à l'échelle locale et on peut craindre que la valeur d'un baccalauréat devienne variable en fonction du lieu où il est passé, et que cela entre ainsi en compte dans les « prérequis » de l'enseignement supérieur.

La ministre Vidal insiste à propos de la licence que « le système est à bout de souffle ». En fait, l'Université est étranglée financièrement depuis de nombreuses années, mais la ministre ne le dira pas, parce que ses « réformes » se placent dans le cadre de l'austérité imposée par le gouvernement, et comme toujours, les universitaires se verront à nouveau sommés de faire mieux avec moins de moyens.

Tant la ministre que les journalistes soulignent que de très nombreux bacheliers des séries technologiques et professionnelles, qui ont vocation à rejoindre des BTS et des IUT, en sont rejetés à cause du numerus clausus et du concours d'entrée ; ils finissent alors sans affectation en 1er cycle, ou bien sont dirigés vers une licence éloignée de leurs intérêts, ce qui les conduit à l'échec.

Mais personne ne proposera la solution d'ouvrir totalement l'admission en STS des lycées et dans les IUT en supprimant le tri sur dossiers, car cela va à l'encontre de la soi-disant « excellence » élitiste imposée par tous les gouvernements et de la sélection réclamée par la Conférence des présidents d'université, mais surtout parce que les conditions d'encadrement pédagogique pour préparer le BTS ou le DUT, bien meilleures qu'en licence, ont un coût et que l'État veut avant tout faire des économies.

Les syndicats des personnels et des étudiants n'ont pas dénoncé le leurre que représente cette soi-disant « concertation » dans le cadre de l'austérité et de la politique de destruction des acquis sociaux. Ils ouvrent ainsi la porte à l'illusion qu'à travers celle-ci on pourrait faire valoir les intérêts des personnels et des étudiants. Or il s'agit à nouveau de « faire mieux avec moins », c'est-à-dire de rentabiliser au maximum l'Université comme usine à fabriquer au moindre coût des travailleurs dotés des qualifications adaptées aux besoins du patronat et de l'État, ainsi que des prestations de recherche au bénéfice des entreprises privées.

Non à la sélection à l'entrée en STS, IUT, licence et master !

Droit pour tout bachelier de s'inscrire dans le premier cycle de son choix, pour tout licencié de continuer dans le master de sa spécialité !

Augmentation massive des moyens pour l'enseignement supérieur et la recherche !

Des bâtiments, des enseignants-chercheurs et des personnels BIATSS !

Non à la soi-disant « concertation » dans le cadre de l'austérité et des attaques gouvernementales contre les acquis !

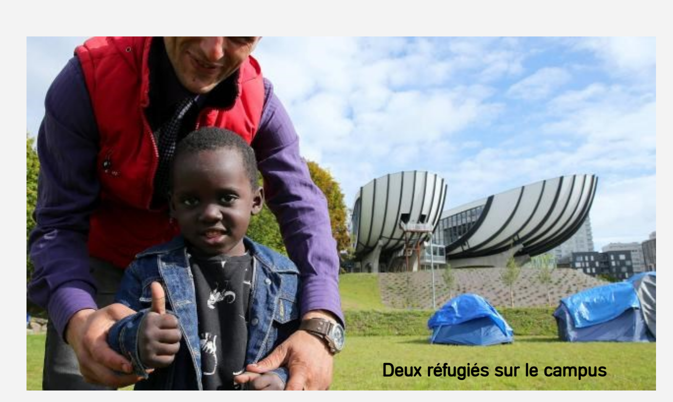
Syndicats, rompez avec le gouvernement !

Assemblées générales démocratiques pour élaborer les cahiers de revendication des personnels et des étudiants !

Grève générale !

23 septembre 2017

Reims : mobilisation des migrants et solidarité à l'université


Deux réfugiés sur le campus

C'est à la suite d'une bataille de plusieurs mois à Reims que 41 migrants (albanais, arméniens, guinéens, tchétchènes, sénégalais, nigérians…) demandeurs d'asile ont obtenu le droit à l'hébergement d'urgence tel que prévu par la loi. Après avoir été expulsés d'un terrain qu'ils occupaient depuis plus de trois mois face au centre de demande d'asile, après avoir fui, sous la menace d'une expulsion, un terrain municipal sur lequel ils avaient planté leurs tentes pendant trois mois, ils ont choisi d'occuper le campus universitaire le 17 septembre, dans le but d'avoir au moins accès à des sanitaires et de gagner la solidarité des étudiants. Peine perdue, le président de l'université ordonne immédiatement la fermeture du campus, prétextant à la fois l'état d'urgence et la sécurité (celle des étudiants comme celle des migrants).

Le lendemain une assemblée générale de plus de 100 personnes décide une manifestation devant la sous-préfecture le jour suivant. Elle réunit 300 personnes, beaucoup de jeunes, avec pour mot d'ordre principal « Logement pour tous ! ». La sous-préfecture refuse de recevoir une délégation et le soir, une assemblée générale de 100 personnes décide une « protection étudiante », à savoir l'installation de tentes sur le campus aux côtés des migrants. Le mercredi 20, avant qu'un référé en expulsion que le président de l'université avait déposé auprès du tribunal administratif soit examiné, la préfecture décide de reloger l'ensemble des migrants.

Il a fallu trois manifestations (en mars, en juin et en septembre), le soutien de plusieurs organisations syndicales (d'abord Unef et SnesUp mais aussi CGT et Solidaires) obtenu grâce à la pression exercée par leur base, d'une fraction significative des enseignants — une lettre ouverte au président — et la mise en mouvement d'une partie de la jeunesse. C'est bel et bien une victoire de la mobilisation, dans un combat défensif consistant à faire appliquer la loi. La situation est loin d'être réglée. Les personnes qui ont été logées, souvent dans des conditions précaires, et pour beaucoup dispersées dans tout le pays, ne voient pas leur situation réglée pour autant, tant l'aboutissement de leur procédure d'asile est incertaine et soumise pour partie à l'arbitraire des services de la préfecture. Régularisation de tous les sans-papiers !

Correspondant, 29 septembre 2017

Droit pour la **Catalogne** de se séparer de l'Espagne (et de la France) !



Source : Les Études de la Documentation française n° 5162-63



1 octobre, la police saisit des urnes / photo Pau Barrena - AFP

Depuis juin, le président Puigdemont de la Généralité de Catalogne, le gouvernement de la province (coalition bourgeoise JxSí entre CDC, ERC, etc.) et la majorité du parlement de Catalogne (JxSí plus les nationalistes petits-bourgeois de la CUP) préparent un référendum. Aux dernières élections régionales, le 27 septembre 2016, les deux coalitions nationalistes catalanes ont obtenu la majorité absolue au parlement (72 députés sur 135) mais restaient minoritaires en voix (47,8 % des suffrages exprimés). La question posée aux électeurs le 1er octobre serait : *¿Voleu que Catalunya sigui un estat independent en forma de república?* (*Voulez-vous que la Catalogne soit un État indépendant sous la forme d'une république ?).*

Les résidents de nationalité non espagnole sont exclus de ce scrutin par le gouvernement nationaliste catalan.

Le président du gouvernement de l'État espagnol Rajoy et le gouvernement PP (un parti bourgeois fondé par des héritiers du franquisme) lui dénient le droit de consulter la population. Le Tribunal constitutionnel, une institution bourgeoise dont les membres sont nommés par le monarque légué par Franco, a interdit le référendum. Le colossal appareil répressif de l'État espagnoliste est mobilisé pour l'empêcher : arrestation de 14 membres du gouvernement JxSí, saisie du matériel électoral, descente policière (protégée par les Mossos de la police catalane) au siège de la CUP…

Le 11 septembre, un million de personnes a manifesté contre ces mesures réactionnaires et pour le droit de décider elles-mêmes de leur sort.

Dans l'intérêt des travailleuses et des travailleurs, ni la Catalogne, ni aucun autre territoire ne doit être maintenu par la force dans l'État espagnol. Il est scandaleux que le PSOE, le principal parti issu de la classe ouvrière, se range du côté de la monarchie franquiste et du gouvernement PP.

D'où sort l'État espagnoliste qui réprime les grévistes, les immigrants, les combattants nationalistes basques et, beaucoup moins violemment, les dirigeants officiels catalans ? Du franquisme ! L'État bourgeois a été sauvé de la crise révolutionnaire de 1974-1978 par les partis sociaux-patriotes (staliniens du PCE, sociaux-démocrates du PSOE), la bureaucratie syndicale (CCOO, UGT) et les partis nationalistes bourgeois des minorités (PNV du Pays basque, CiU de Catalogne…). Faute d'un parti ouvrier révolutionnaire de type bolchevik, la collaboration de classe a sauvé le capitalisme, rétabli la monarchie conformément aux voeux de Franco, maintenu les dernières colonies et les nations opprimées dans le giron de l'État espagnol.

Sous la menace de la révolution prolétarienne qui a éclaté au Portugal et affleuré en Espagne en 1974, la bourgeoisie espagnole, avec l'appui de l'Union européenne qu'elle a rejoint, a concédé des libertés démocratiques et accordé une grande autonomie à 17 régions. Le catalan (parlé massivement dans la Valence et un peu dans le Roussillon en France) est devenu la langue officielle de la Catalogne, la région la plus avancée et la plus riche du capitalisme espagnol. La bourgeoisie catalane s'est empressée, comme la basque, de constituer sa propre police, les Mossos d'Esquadra (21 000 flics).

Mais cela ne suffit pas à une fraction significative de la bourgeoisie et de sa représentation politique qui, comme en Ecosse, en Flandre, en Vénétie et en Lom-

bardie, veut s'émanciper de la tutelle de l'ancien État national, tenter sa chance avec l'Union européenne et neutraliser la lutte de classe de ses exploités par le poison du chauvinisme (la prétendue unité des exploiteurs et des exploités d'une « nation » contre les autres « nations »).

Les organisations centristes (AC-SUQI, LI-UIT…) qui oscillent entre Podemos-Podem et la CUP approuvent la séparation fomentée par le nationalisme bourgeois. Malgré l'autonomie, ni l'exploitation, ni la précarité, ni le chômage, ni la pauvreté, ni le racisme, ni la surexploitation et la violence contre les femmes n'ont disparu de Catalogne (ou du reste de l'Espagne et du Portugal). L'indépendance n'y changerait rien. Les plus opprimés aujourd'hui en Espagne par leurs traits ethniques, leur difficulté à maîtriser le castillan ou le catalan, leur religion, ne sont pas les Catalans, ni même les Basques, mais les travailleurs immigrés. L'indépendance n'y changerait rien.

Il n'y a que trop de frontières en Europe et dans le monde. Un petit État n'échapperait à la tutelle de Madrid que pour sombrer dans la dépendance à l'égard de Paris, de Berlin, de Washington…

L'intérêt de la classe ouvrière est le cadre économique et politique le plus large possible et le plus démocratique possible. L'accusation que l'avant-garde communiste et internationaliste porte à « l'Union européenne » désunie et bourgeoise est son incapacité à supprimer les frontières archaïques et l'oppression ignoble du peuple grec décidée en commun par les gouvernements impérialistes allemand et français.

Pour l'unité de notre classe, l'avant-garde défend le droit de ceux qui se sentent catalans en Espagne (et en France) de décider de leur sort. Toutes les organisations ouvrières d'Espagne, partis (PSOE, Podemos, IU…) et syndicats (CCOO, UGT…), doivent se prononcer en ce sens et engager ensemble le combat contre Mariano Rajoy et Felipe Bourbon.

Mais l'avant-garde conseille aux exploités de ne pas se séparer de leurs frères et soeurs du reste de l'Espagne et de mener la lutte avec eux contre tous les capitalistes. Elle préconise les États-Unis socialistes d'Europe et la Fédération socialiste de la Méditerranée.

- Libération de tous les militants catalans et basques emprisonnés en France et en Espagne !
- Respect par l'État espagnol du référendum en Catalogne ! Droit pour le peuple catalan et pour le peuple basque de se séparer de l'État espagnol et de l'État français !
- Mêmes droits pour les travailleurs immigrés ! Restitution au Maroc des enclaves de l'État espagnol !
- Dissolution de l'armée professionnelle et de toutes les polices bourgeoises, Mossos inclus ! Armement du peuple !
- République ! Gouvernement des travailleuses et des travailleurs ! Fédération socialiste ibérique ! États-Unis socialistes d'Europe !

23 septembre 2017

Collectif révolution permanente
Fração Trotskista - Vanguarda Proletária / Brésil
Patronsuz Dünya / Turquie
Tendência Marxista-Leninista / Brésil



pour suivre l'actualité
groupemarxiste.info
pour prendre contact avec le GMI
groupe.marxiste.inter@gmail.com

ABC du marxisme **La nation**



Les divinités et les nations sont des fictions. Elles ne jouent un rôle, parfois important, dans la vie sociale que parce que des millions de personnes les acceptent. La religion sert depuis des milliers d'années à justifier l'exploitation par la classe dominante. Le nationalisme prétend depuis plusieurs siècles que les classes subalternes de la nation doivent se subordonner à la classe dominante contre les autres nations, que celles-ci constituent un danger ou une proie. Pourtant, les idéologues bourgeois peinent à définir la nation.

La nation ne repose pas sur la religion. Sinon, pourquoi l'éclatement de l'Amérique latine, la séparation de la Norvège et de la Suède, de l'Espagne et du Portugal, de la Syrie et de l'Irak, du Bangladesh et du Pakistan ?

La nation ne repose pas sur la biologie, sur des ethnies identifiables. Les peuples situés dans des carrefours de migrations historiques (Europe, Levant, sous-continent indien…) sont particulièrement mélangés depuis toujours, sans parler de ceux issus plus récemment de multiples immigrations (États-Unis, Australie, etc.).

La nation ne repose même pas sur la langue. Sinon, pourquoi les États-Unis ont-ils mené une guerre pour s'émanciper de l'Angleterre ? Pourquoi les révoltes irlandaises contre le joug anglais ? Pourquoi la France ne se rattache pas au Québec, à la minorité francophone de la Suisse ou à la partie francophone de la Belgique ?

La nation repose encore moins sur des « valeurs ». D'un côté, la conduite des chefs des nations n'est pas inspirée par des valeurs, mais surtout par des intérêts économiques, sociaux, militaires. D'autre part, aucune valeur n'est propre à un peuple.

En fait, l'idée nationale est inséparable de l'État. Elle s'est affirmée avec l'ascension de la bourgeoisie et lors de sa lutte pour détruire les vestiges de la féodalité et unifier le marché à l'échelle de tout un pays. Le nationalisme est l'idéologie principale d'une bourgeoisie installée (qui dispose d'un État) ou d'une bourgeoisie en formation (qui veut son propre État au détriment d'un autre).

À l'époque impérialiste de déclin du capitalisme, l'État national devient un obstacle à l'union internationale de l'humanité. D'une manière générale, les communistes sont favorables au regroupement libre de peuples au sein de grandes entités, ce qui correspond à l'internationalisation des forces productives et représente un mode d'organisation plus rationnel.

Cependant, ils savent que les immigrés sont souvent victimes de discrimination et que, souvent, des populations entières sont discriminées pour leur rattachement à un État, pour leurs traits ethniques, leur langue maternelle ou leur religion… Les communistes ne peuvent être neutres dans ces cas. Comme pour les relations entre individus, ils s'opposent au mariage forcé et défendent le droit au divorce. Donc, toute population opprimée a le droit de se séparer de l'État auquel elle est rattachée. Cela vaut aujourd'hui pour les Kurdes de Turquie, d'Irak, de Syrie et d'Iran.

Si les communistes reconnaissent le droit des nations à s'autodéterminer y compris jusque dans la séparation, cela ne signifie pas qu'ils encouragent nécessairement cet éclatement. En particulier, quand il s'agit d'une région relativement prospère, comme l'Écosse, le Nord de l'Italie, la Catalogne ou la Flandre, le séparatisme de la bourgeoisie locale s'alimente souvent à l'argument raciste de pas payer pour la partie plus pauvre de l'État (dont les membres sont qualifiés de paresseux et d'assistés).

Par contre, quand il s'agit de colonies, pays pillés et subjugués par une puissance impérialiste, les communistes soutiennent inconditionnellement la revendication d'indépendance, dès qu'elle se manifeste ouvertement dans la population. Pour cette raison, les communistes sont pour la destruction d'Israël et la création d'une Palestine démocratique, pluriethnique et laïque, que seul le prolétariat de la région (arabe et hébreu) peut réaliser.

Dans le cas d'un État regroupant des populations diverses, la plus grande égalité doit régner entre celles-ci. En particulier, il ne faut pas imposer aux minorités une religion, une langue (même si elle est majoritaire, comme l'a fait la France). Chaque citoyen/ne doit pouvoir s'adresser à l'État dans sa langue. Ainsi, après la Révolution russe de 1917, le pouvoir des soviets instaura dans les nations minoritaires de l'ancien empire, notamment en Ukraine et au Caucase, une politique de développement de la langue et de la culture locales, enseignées à l'école et développées à travers de nombreuses publications. Dans les années 1930, la contre-révolution bureaucratique de Staline revint à la politique de russification forcée du tsarisme, en même temps que les divers États bourgeois d'Europe, de l'Espagne à la Pologne, opprimaient leurs minorités nationales et les peuples des colonies.

La bourgeoisie décadente de l'époque impérialiste, les bureaucraties corrompues issues du mouvement ouvrier, les mouvements nationalistes, tous se montrent incapables de résoudre les véritables questions nationales (celle des peuples opprimés comme les Palestiniens, les Kurdes, les Rohingyas…). Seule le pourra la démocratie ouvrière, organisée par le pouvoir international des conseils de travailleurs, après l'expropriation du capitalisme.

9 septembre 2017

Bas les pattes devant la Corée !

Le 5 août, le Conseil de sécurité de l'ONU a interdit les exportations de charbon, de minerais et des produits issus de la pêche par la République populaire démocratique de Corée (RPDC). Le 6 août, il a aggravé les mesures avec un embargo sur les exportations de textile, des restrictions d'importation de pétrole, l'interdiction totale d'importation de gaz. Le 19 septembre, à la tribune de l'ONU, le président des États-Unis a menacé de détruire totalement le pays. De quoi l'ONU et Trump accusent-ils cet État ? Officiellement, de s'être doté de l'arme nucléaire et de lancer des missiles balistiques.

L'ONU étrangle l'économie du pays : sanctions en 1950, en 1955, en 1961, en 1975, en 1978, en 2017. L'ONU a déjà livré une guerre à la Corée du Nord de 1950 à 1953, ravageant le pays. Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité sont aujourd'hui des puissances impérialistes, y compris la Chine et la Russie. Toutes disposent d'armes atomiques, plus nombreuses, plus perfectionnées et infiniment plus dangereuses que celles de la Corée, un petit État économiquement arriéré.

Les États-Unis ont colonisé une partie de Samoa, Hawaï et Guam en 1898, à des milliers de kilomètres de leur territoire. Ils les détiennent toujours et y ont installé des bases militaires pour défendre non le peuple américain, mais les grands groupes capitalistes de ce pays. L'État américain est le seul à avoir utilisé deux bombes nucléaires, en 1945 contre la population civile du Japon. Par haine de l'URSS, qui n'avait pas supprimé encore toutes les conquêtes de la Révolution de 1917, l'État américain a divisé la Corée en 1945. Hostile à la révolution chinoise et à l'expropriation des capitalistes, il a déclenché la guerre de Corée en 1950. L'état-major américain avait même envisagé d'utiliser l'arme atomique durant le conflit. Seule l'intervention de la Chine avait sauvé la Corée du Nord de l'invasion impérialiste à laquelle ont participé les armées britannique, canadienne, française, belge, turque…

Au Proche-Orient, l'État américain a soutenu, à partir de 1945, la colonisation de la Palestine. Dans le reste de l'Asie, l'État américain a conseillé, financé et armé l'armée indonésienne et les islamistes pour qu'ils massacrent en 1965 des centaines de milliers de personnes (membres du Parti communiste ou simplement d'ethnie chinoise). L'armée américaine a dévasté le Vietnam et le Cambodge de 1955 à 1975. L'impérialisme américain a soutenu l'islamisme en Afghanistan pour empêcher toute révolution sociale et affaiblir l'URSS de 1979 à 1989. Il a désigné en 2001 comme cibles (« États voyous ») la Corée du Nord, l'Iran et l'Irak. Il a envahi l'Afghanistan en 2001 et l'Irak en 2003.

Le gouvernement américain ne mobilise pas l'ONU contre ses alliés (Israël, Inde, Pakistan) qui se sont munis de l'arme atomique. Par contre, la Corée du Nord est menacée depuis plus de soixante ans par 25 000 soldats américains à sa frontière avec la Corée du Sud, dotés de plusieurs centaines de missiles nucléaires tactiques et d'un système de missiles anti-missiles (THAAD), sans parler des sous-marins lanceurs d'engins nucléaires américains et des missiles intercontinentaux nucléaires américains.

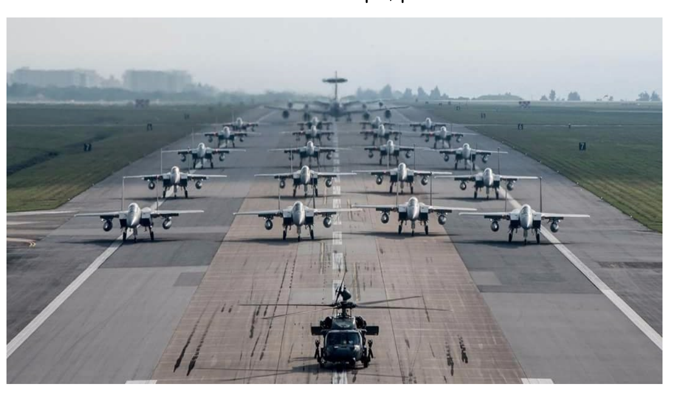
Le but du gouvernement américain est de soumettre le monde entier : les pays dominés (dont l'Iran, le Venezuela et le Brésil) et, au-delà, ses rivaux (Chine, Allemagne, Japon…). En rétablissant lui-même le capitalisme dans toute la Corée, en faisant absorber la Corée du nord par celle du sud, il pourrait disposer de bases militaires et de troupes à la frontière de son principal concurrent, la Chine.

Face aux mesures onusiennes et aux menaces impérialistes, la Corée du Nord doit être défendue. Cela n'implique aucunement l'approbation de son gouvernement actuel, qui l'affaiblit par toute sa politique intérieure et extérieure, par son totalitarisme, sa stratégie militaire et sa gestion de l'économie.

Un porte-avions américain à propulsion nucléaire part pour la Corée / photo AP



L'aviation américaine dans le Pacifique / photo John Linzmeier







Le culte délirant du chef suprême en Corée du Nord

La course aux armements de Kim Jong-un se révèle incapable de défendre la propriété collective et même l'indépendance nationale, malgré la rhétorique chauvine du « juche », une variante de l'idéologie stalinienne du « socialisme dans un seul pays » (encore plus ridicule dans la moitié d'un petit pays que dans feue l'URSS).

Le despote Kim Jong-un est le couronnement et l'arbitre de la bureaucratie étatique et nationaliste qui usurpe le pouvoir des travailleurs depuis plus d'un demi-siècle. Non seulement les bureaucrates et la famille régnante oppriment la population, mais ils vivent luxueusement à ses dépens. Le militarisme saigne littéralement la population et disloque l'économie planifiée. L'autarcie affichée est un mythe. La famine a même frappé le pays dans les années 1990 quand le capitalisme a été rétabli en Russie et en Chine. Les sanctions de l'ONU, même si la Chine ne les applique guère, nuisent à l'économie et affectent essentiellement les travailleurs des campagnes et des villes.

La dynastie des Kim penche de plus en plus vers le capitalisme. Non seulement le régime loue des milliers de travailleurs à la bourgeoisie russe, tolère la contrebande à grande échelle avec le capitalisme chinois, mais il a ouvert plus de 20 « zones économiques spéciales » aux capitalistes étrangers depuis 1991, sur le modèle chinois de la restauration du capitalisme : Rajin-Songbong en mer du Japon, Whiwa et Hwanggumpyong à la frontière chinoise, Kaesong à la frontière sud-coréenne (que la Corée du Sud a fermée en 2016)… Ces zones livrent des prolétaires sans droits à l'exploitation la plus féroce des capitalistes de Chine, de Taiwan, de Singapour. Depuis 2002, les entreprises privées sont encouragées et des capitalistes locaux apparaissent à partir des sommets de l'administration et de l'armée.

La véritable défense de la Corée du Nord face aux États-Unis et à leurs complices passe par la mobilisation des travailleuses et des travailleurs du monde entier et au premier chef aux États-Unis et dans toute la Corée.

- Unité de toutes les organisations ouvrières, partis et syndicats, pour la levée de toutes les sanctions de l'ONU contre la Corée du Nord, l'arrêt des menaces militaires américaines, le retrait de toutes les troupes américaines de Corée et de toute l'Asie, du Levant au Japon, la fermeture des bases de Guam et d'Hawaï !
- Libertés pour les travailleuses et les travailleurs de toute la Corée ! Réunification de la Corée par la liquidation de l'État bourgeois au sud et le renversement de la bureaucratie au Nord ! Gouvernement ouvrier et paysan de toute la Corée désigné par les conseils de travailleurs !
- Expropriation des groupes capitalistes nationaux et étrangers ! Planification de l'économie unifiée sous le contrôle des producteurs ! États-Unis socialistes de l'Asie de l'est !

20 septembre 2017

Collectif révolution permanente
Fração Trotskista - Vanguarda Proletária / Brésil
Patronsuz Dünya / Turquie
Tendência Marxista-Leninista / Brésil

Cahiers révolution communiste

n° 16 La mobilisation du printemps 2016 contre la loi travail
n° 15 Lénine : l'État et la révolution
n° 14 Casanova : l'Espagne livrée 1936-1939
n° 13 Ligue des communistes : manifeste de 1847
n° 12 4e Internationale : manifeste de 1940
n° 11 1995, en défense des retraites
n° 10 Marx : salaire, prix et profit (exposé à l'AIT)
n° 9 Bolchevisme contre lambertisme
n° 8 L'Ukraine déchirée par les impérialismes
n° 7 Lénine & Zinoviev : le socialisme et la guerre
n° 6 Marx : la crise (compilation)
n° 5 4e Internationale : programme de 1938
n° 4 VdT et la guerre mondiale
n° 3 Chili 1970-1973
n° 2 Luxemburg, Lénine, Trotsky : armer le peuple (compilation)
n° 1 GMI : plateforme de 2013

2 euros auprès des militants (sauf n° 9 : 3 euros)
1 euro de plus par la poste

Venezuela Le pouvoir chaviste menacé de putsch par la bourgeoisie compradore liée à l'impérialisme américain

Le Venezuela traverse une crise économique et politique. La baisse du cours du pétrole et l'inconsistance de l'agriculture et de l'industrie manufacturière ont engendré la pénurie pour les masses, porté au bord de la guerre civile les fractions opposées de la bourgeoisie, ravivé l'immixtion étasunienne, conféré un rôle central à l'armée et à la police bourgeoises… On est loin du mythe du « socialisme du XXIe siècle » de feu le colonel Chávez, propagé en France par *Le Monde diplomatique*, ATTAC, le PCF, le PdG-LFI, la LCR-NPA, le groupe la Commune, la Gauche révolutionnaire, La Riposte-Révolution…

Une position stratégique

Au début du vingtième siècle, alors que le Venezuela faisait partie des importants producteurs de café et de cacao, il découvre d'immenses réserves de pétrole, si bien qu'entre 1920 et 1930, le secteur pétrolier passe de 2,5 % du PIB à près de 40 %, l'agriculture chutant dans le même temps de 39 % à 12,2 %. Aujourd'hui, c'est le pays qui détient les plus importantes réserves connues de pétrole. La matière première est globalement de meilleure qualité que le pétrole de schiste mais de qualité inférieure au pétrole d'Arabie saoudite. Elle a été accaparée tout au long du 20e siècle par la bourgeoisie compradore et surtout par les entreprises multinationales. Le reste de la population n'en a que très peu profité et l'industrie manufacturière est restée squelettique.

En profitant d'une hausse mondiale du cours du pétrole et de la création de l'OPEP, le président Carlos Andrés Pérez (AD, un parti bourgeois nationaliste membre de l'Internationale « socialiste ») fait lors de son premier mandat (1974-1979) des concessions aux travailleurs salariés, nationalise l'industrie pétrolière et celle de l'aluminium, tente de développer l'industrie, distribue des bourses pour faciliter les études… Il refuse de participer à l'opération Condor conçue pour liquider physiquement les militants révolutionnaires d'Amérique latine et noue des liens avec Cuba. Mais, avec la baisse du prix du pétrole et l'inflation galopante, son second mandat (1989-1994) débouche sur la privatisation et la réduction des dépenses publiques. Les travailleurs se soulèvent en 1989 (« Carazo »). L'armée les écrase en causant plusieurs centaines de morts.

En février 1992, des militaires menés par le colonel Hugo Rafael Chávez Frías tentent un coup d'État au nom du « Mouvement révolutionnaire bolivarien » (MBR) contre le chef d'État élu. Il échoue. Le MBR tente un deuxième coup en novembre qui rate aussi. Pérez est destitué en 1993. Son successeur amnistie Chávez.

Le colonel Chávez, un bonaparte

Fin 1998, Chávez est élu président, sous la bannière de la « révolution bolivarienne ». Il ne s'agit en rien d'une révolution sociale mais de la défiance de la part d'une fraction de la bourgeoisie locale contre l'impérialisme américain qui achète largement son pétrole. De nombreux accords sont signés avec les États chinois, iranien, brésilien, russe… en vue de réduire cette dépendance. En nationalisant le pétrole, le gouvernement de Chávez constitue une rente lui permettant de financer des programmes sociaux. Le niveau de vie de la population locale s'est alors sensiblement amélioré jusqu'en 2013. Le taux de mortalité infantile a été divisé par deux, l'analphabétisme a pratiquement disparu, plus d'un million de logements a été construit, le nombre de professeurs des écoles a été multiplié par cinq (de 65 000 à 350 000). Les inégalités ont pour un temps sensiblement diminué (l'indice de Gini a diminué de 0,5 à 0,39 entre 2000 et 2010), et le pays est devenu alors l'un des moins inégalitaires d'Amérique latine. D'après la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (un organisme de l'ONU), il est le pays sud-américain –avec l'Équateur–, qui a le plus réduit le taux de pauvreté (de 65 % en 1999 à 32 % en 2013). Une part de 71,4 % du budget national est consacrée aux dépenses sociales. Alors que seul un retraité sur cinq percevait une pension en 1999, c'est le cas de neuf retraités sur dix à présent…

Le Venezuela est resté un État bourgeois, son régime se présente comme au-dessus des classes. Le programme est celui d'une défense du capitalisme national, en raison de la vulnérabilité de la population locale au marché mondial du pétrole, avec des réformes légères et des nationalisations limitées. Si le pétrole a été nationalisé en 2001, rien de tel qu'un contrôle ouvrier de l'investissement ou une économie planifiée n'a été mis en oeuvre. Il prétend défendre une stratégie qui équilibre les classes sociales antagoniques, qu'il qualifie de « révolution bolivarienne » et qui n'a de révolution que le nom. Bolivar est une icône des luttes contre la colonisation de l'État espagnol en Amérique, il est emblématique des revendications des bourgeoisies locales. Outre Bolivar, Chávez et Maduro font référence à Jésus, à la religion chrétienne, au pape, mais aussi au socialisme, à une Ve Internationale, à Marx et même à Trotsky.

Alors que la révolution d'Octobre avait dépénalisé l'avortement en Russie en 1917, il reste interdit par la prétendue « révolution bolivarienne ». Elle com-



porte largement les traits du bonapartisme –comme Perón et nombre de dirigeants latino-américains passés–, avec une rhétorique anti-impérialiste, en qualifiant Bush de *« diable »*, de *« charlatan cherchant à maintenir le modèle actuel de domination, d'exploitation et de pillage des peuples du monde entier »* (*Discours à l'ONU*, 24 septembre 2006).

Un tel discours attire les populations les plus pauvres et une partie de l'armée séduite par la « libération nationale » en vue de donner à la bourgeoisie nationale et la petite-bourgeoisie intellectuelle une place qu'elles ne parviennent pas à occuper sous domination impérialiste. Son soutien provient surtout de l'armée, largement utilisée dans la répression. À partir de 2005, il vise à renforcer son influence dans la classe ouvrière en se proclamant socialiste. En 2007, il constitue le Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV), par une fusion de son Mouvement cinquième république avec plusieurs groupes bourgeois (Mouvement électoral du peuple, Unité populaire vénézuélienne…) mais aussi la Ligue socialiste (une scission du MIR).

> *Le gouvernement louvoie entre le capital étranger et le capital indigène, entre la faible bourgeoisie nationale et le prolétariat relativement puissant. Cela confère au gouvernement un caractère bonapartiste sui generis particulier. Il s'élève pour ainsi dire au-dessus des classes. En réalité, il peut gouverner soit en se faisant l'instrument du capital étranger et en maintenant le prolétariat dans les chaînes d'une dictature policière, soit en manoeuvrant avec le prolétariat, en allant même jusqu'à lui faire des concessions et conquérir ainsi la possibilité de jouir d'une certaine liberté à l'égard des capitalistes étrangers.* (Trotsky, *Le Mexique et l'impérialisme britannique*, 5 juin 1938)

Le PSUV possède une influence réelle pour avoir utilisé une partie de la rente pétrolière afin de financer des politiques sociales (missions). Chávez l'a reconnu en 2007 :

> *Nous nous engageons dans la construction d'un modèle socialiste très différent de celui qui a été imaginé par Marx au cours du XIXe siècle. Celui-ci est notre modèle, compter sur cette richesse pétrolière.* (Chávez, *Mediapart,* 6 août 2017)

Si la redistribution de la rente pétrolière a réduit un temps la pauvreté elle n'a rien changé structurellement, et le chavisme a renforcé la dépendance du Venezuela au marché mondial du pétrole, au capital mondial. De plus, de telles pratiques impliquaient de porter atteinte aux communautés indigènes, à l'environnement. En position de parti dirigeant, il organise la nouvelle classe dominante, assure ses positions grâce à l'État qui nourrit également la corruption, dont la persistance s'oppose aux libertés démocratiques. Aucune mesure n'a été prise contre la bourgeoisie.

Une perturbation pour l'impérialisme dominant

Les difficultés de l'impérialisme américain en Afghanistan et en Irak ont desserré son étreinte militaire, diplomatique et politique sur l'Amérique latine au début du XXIe siècle. La survivance d'un État ouvrier à Cuba (soumis au blocus, manquant de pétrole mais disposant de nombreux enseignants et médecins hispanophones) offrait en outre une opportunité pour les gouvernements bonapartistes et nationalistes d'Équateur, de Bolivie, du Venezuela…

Cette région du monde a connu de nombreux coups d'État, au moins depuis le Nicaragua en 1936, de la part des bourgeoisies locales, qui ne s'encombrent pas de procédures démocratiques lorsqu'elles ne lui garantissent pas de parvenir au pouvoir. Les derniers en date eurent lieu en Honduras en 2009, au Paraguay en 2012, au Brésil en 2016 [voir *Révolution communiste* n° 19].

Lorsque ses intérêts lui paraissent menacés, la bourgeoise compradore n'hésite pas à organiser méthodiquement des manoeuvres de déstabilisation du régime en place. Même s'il n'a rien de socialiste, le chavisme est considéré comme une menace pour l'impérialisme américain (et une opportunité pour les impérialismes chinois et russe). Le régime a tenté de contrôler le taux de change (une mission impossible sans abolir le capitalisme), de contrôler les prix des produits de consommation (ce qui, dans le cadre du capitalisme, aboutit vite à la pénurie et à l'inflation, à la contrebande à grande échelle et au marché noir) et de subventionner le prix du carburant (à l'avantage de la petite-bourgeoisie). Il avait commencé par nationaliser (moyennant de grasses indemnités), il privatise au profit des groupes chinois et russes : en 2014-2015, selon le président Maduro, les versements ont atteint 27 milliards de dollars, pendant que les travailleurs font la queue pour manger et ne peuvent plus se soigner. Le gouvernement continue d'augmenter la dette publique et d'acquitter scrupuleusement la charge de la dette dont les intérêts enrichissent la bourgeoisie compradore et le capital de la finance internationale, américain, européen et chinois.

Maduro a nommé 800 généraux ou amiraux, ce qui donne à ce petit pays 2 000 généraux au total (contre 310 en France).

Le pays est resté capitaliste, c'est un pays dominé, et la fraction de la bourgeoisie traditionnellement liée à l'impérialisme américain souhaite un gouvernement à sa botte et cherche à faire chuter le gouvernement en place. Henrique Capriles Radonski, battu par Maduro à l'élection présidentielle en 2013, appelle ouvertement au coup d'État en demandant aux *« forces armées... de décider s'ils sont avec la Constitution ou avec Maduro »* (*Le Monde*, 17 mai 2016). Pour préparer le terrain favorable à un changement de gouvernement, elle sabote la fourniture de marchandises de base, trafique sur les changes, cache ses capitaux à l'étranger. Le coup d'État de Pinochet avait été précédé également d'une déstabilisation économique. Les capitalistes locaux sont responsables, Maduro les tolère et les protège : ni annulation de la dette publique, ni expropriation des capitalistes, ni contrôle ouvrier sur la production et la distribution !

L'opposition « démocratique » réclame un coup militaire. Le ministre des Affaires étrangères des États-Unis Tillerson menace d'une intervention directe. À l'échelle continentale, l'Organisation des États américains, traditionnellement sous l'influence de l'impérialisme américain, juge que le Venezuela est une « dictature », le Mercosur suspend le Venezuela et l'ex-président colombien Alvaro Uribe, inculpé pour crimes contre l'humanité, appelle à l'intervention des *« forces armées démocratiques internationales en défense de l'opposition au Venezuela »* et à la reproduction du *« coup juridique parlementaire qui a écarté du pouvoir Dilma Rousseff »* au Brésil (*Globovision*, 14 mai 2016).

Des difficultés croissantes pour l'économie

L'économie vénézuélienne repose aujourd'hui sur un modèle de monoproduction pétrolière puisqu'elle assure 96 % de ses ressources en devises, une dépendance qui s'est accrue au cours des dernières décennies. En effet, Chavez s'est révélé incapable de développer l'industrie et l'agriculture. L'État importe la plupart des marchandises, notamment alimentaires, du marché mondial, les paie avec les dollars du pétrole, et les vend ensuite à des prix subventionnés. Cela fonctionne plus ou moins bien lorsque les prix du pétrole sont élevés. Mais les prix se sont effondrés à cause de la production supplémentaire (pétrole de schiste) et du ralentissement du capitalisme chinois. L'économie est entrée en récession : le PIB baisse chaque année depuis 2015. En 2014, le baril de pétrole était encore à 88 dollars (150 à son pic). En 2015, il n'était plus qu'à 44 dollars et atteignait son plus bas niveau en janvier 2016, à 24 dollars. Il est aujourd'hui à 50 dollars. D'un excédent des échanges de biens de 8,4 milliards de dollars en 2014, le pays est passé à un déficit de 13 milliards, ce qui pose un problème de financement des importations et de paiement des dettes, que le gouvernement s'est engagé à assurer.

D'après les chiffres du FMI, ses revenus du pétrole sont passés de 80 milliards de dollars en 2013 à 20-25 milliards en 2015, si bien que le pays ne parvient pas à importer les biens nécessaires à la consommation locale. Les produits à prix réglementés sont de plus en plus rares –l'inflation était de 141,5 % en 2014, de 180,9% en 2015, de 475,7 % en 2016, prévue à 950 % en 2017 et à plus de 2 000 % en 2018 (FMI), plus encore sur les produits de première nécessité– et la population s'oriente de plus en plus vers le marché noir. Le salaire réel moyen a chuté de 75 %. Le PIB baissait de 4 % en 2014, de près de 6 % en 2015, de 18 % en 2016. Depuis que le cours du pétrole a commencé à chuter en 2013, le pays est de plus en plus fréquemment confronté à des pénuries de nourriture, de soins médicaux... Des coupures électriques à répétition contraignent certains services publics à limiter leurs horaires d'ouverture. L'offre d'eau a également été rationnée. Le transport public souffre du manque de pièces de rechange. Cela a conduit à une détérioration sensible des conditions d'existence pour les travailleurs, d'autant que le gouvernement a coupé les dépenses sociales, licencié des employés publics, et nombre de progrès sociaux obtenus par le passé sont rapidement perdus, à tel point que le gouvernement a cessé de publier les statistiques économiques et sociales, ou il ne le fait qu'avec beaucoup de retard.

La politique économique de Maduro, qui préfère s'accommoder avec le capitalisme que donner le pouvoir à la classe ouvrière, s'est heurtée à la chute des prix du pétrole, mais aussi au sabotage des réseaux de distribution par les riches importateurs et exportateurs et aux sanctions des États-Unis. Plutôt que d'exproprier les capitalistes, Chávez puis Maduro ont entretenu un système de change complexe afin de contrôler les prix, ce qui a contraint les Vénézuéliens à s'approvisionner sur le marché noir, jusqu'à dix fois plus cher en raison de la pénurie.

La perte de la majorité à l'Assemblée nationale

Le 13 avril 2013, Nicolás Maduro, qui prétend à la succession d'Hugo Chávez, était élu président de la République face à Henrique Capriles Radonski, qui appelle immédiatement ses électeurs à exprimer leur haine (« arrechera »). L'impérialisme américain refuse de reconnaître ces résultats et soutient les manifestants (uniquement dans les quartiers riches) qui visent à faire chuter le gouvernement. Le 23 janvier 2014, Leopoldo López, un des dirigeants les plus droitiers de la MUD –il fut condamné en 2015 à 14 ans de prison pour avoir organisé un incendie qui a provoqué 43 morts puis libéré deux ans plus tard, avec assignation à résidence –appelle à mettre en oeuvre le plan


Le colonel Chávez au Vatican, juillet 2011

La Salida (la sortie) destiné à créer le chaos pour pousser le chef de l'État à la démission. Le 1er avril 2014, le ministère du logement est attaqué à coups de cocktails Molotov et de bouteilles d'essence, sous le regard passif de la police municipale, contrôlée par l'opposition. L'objectif est de chasser Maduro du pouvoir pour écraser encore plus librement la population vénézuélienne et pouvoir surexploiter les travailleurs. Des méthodes fascistes sont utilisées, un climat de guerre civile, avec violence insurrectionnelle, est instauré dans le but d'affaiblir le soutien à Maduro.

L'inflation, la rareté des ressources et la stagnation économique ont alors renforcé l'opposition bourgeoise regroupée dans la MUD (Table de l'unité démocratique), qui regroupe une trentaine d'organisations (la représentation politique de la bourgeoisie compradore, renforcée d'anciens guérilléros des années 1970 et de transfuges du chavisme), appuyée par l'Église catholique, qui a obtenu la majorité aux élections parlementaires le 6 décembre 2015 (7,7 millions contre 5,7 millions soit 109 députés sur 167), une première depuis 1999, avec pour objectif affiché d'écarter Maduro du pouvoir. Le parti au pouvoir PSUV (Parti socialiste unifié du Venezuela) a perdu 2 millions de voix alors que la MUD en a gagné 400 000. Le régime bonapartiste était jusqu'alors plébiscité, il remportait les référendums et les élections. Il mue en régime autoritaire. La déception grandissante des masses le conduit à des mesures de moins en moins démocratiques : suppression de l'Assemblée nationale, renforcement de la place de l'armée, répression policière de l'opposition bourgeoise… et des luttes ouvrières.

La MUD a rapidement présenté une proposition de loi visant à amnistier tous les faits de violence, crimes et délits politiques et économiques commis du 11 avril 2002 au 31 décembre 2015.

L'opposition tente de renverser le gouvernement

Face à cette situation, le gouvernement décrète en janvier 2016 l'état d'urgence économique, qui autorise l'État, pour garantir l'approvisionnement des produits de base, à s'approprier des biens du secteur privé, puis en mai 2016 l'état d'exception qui permet à l'appareil de répression de prendre des mesures exceptionnelles. Mi-mai, Maduro décide de nationaliser les usines qui avaient été fermées par leurs propriétaires. Il dénonce la guerre économique menée par l'opposition bourgeoise compradore, mais au lieu de l'affronter, il négocie en lui accordant toujours plus de concessions, et surtout il entrave l'initiative des travailleurs et des communes, ce qui conduit à la désillusion, à l'abstention électorale et à la recherche individuelle des moyens de survie, au scepticisme et même au cynisme parmi les couches qui auparavant soutenaient le gouvernement.

La MUD organise des manifestations –assez peu suivies et essentiellement composées de la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie– tout au long de l'année 2016 pour accélérer le processus, tandis que le gouvernement organise des contre-manifestations. Tout en faisant de grandes déclarations martiales, des dirigeants de l'opposition étaient engagés dans des négociations secrètes avec le gouvernement, sous la médiation de Zapatero, l'ancien chef du gouvernement espagnol. Les mots d'ordre *« Démission »* s'opposent aux mots d'ordre *« Yankees go home »*. Le 28 avril 2016, la MUD annonce avoir recueilli 1,85 millions de signatures pour organiser un referendum révocatoire (au-delà des 195 721 nécessaires pour engager la procédure). Il s'est avéré que figurent parmi les signataires des morts, des mineurs, des prisonniers déchus du droit de vote… Le 28 juin, le Grand pôle patriotique –la coalition chaviste– annonce qu'il demande au Tribunal suprême de justice (TSJ) l'abolition de l'Assemblée nationale. Le 20 octobre, le processus référendaire est suspendu par le Conseil national électoral.

Le 28 octobre, la MUD décide une « grève générale ». Le schéma est similaire à celui de 2002, à la différence près que Maduro ne bénéficie plus du soutien populaire. Le 12 novembre, à l'occasion d'une négociation avec le gouvernement, la MUD reconnaît se livrer à une guerre économique et à des fraudes, avant de rompre la discussion.

Le TSJ lève l'immunité des parlementaires le 28 mars, et s'octroie le 30 mars les pouvoirs de l'Assemblée nationale –*« Tant que l'Assemblée nationale sera hors la loi* [trois députés étant poursuivis pour fraude par le pouvoir]*, les compétences parlementaires seront exercées directement par la chambre constitutionnelle »* (*Mediapart*, 31 mars 2017)– avant de renoncer trois jours plus tard. S'engage une série de manifestations –quasi-quotidiennes– à caractère insurrectionnel ; elles ont causé jusqu'à présent près de 120 morts (à comparer avec les 2 500 syndicalistes assassinés au Mexique depuis vingt ans et les 30 000 disparus au Mexique depuis dix ans, sans soulever la moindre protestation de la presse bourgeoise), autant dans les rangs de l'opposition que dans les soutiens au pouvoir (parmi lesquels des crimes racistes). L'opposition bourgeoise a tenté d'incendier le TSJ, d'envahir le Conseil national électoral avec cagoules, boucliers, armes, autant de pratiques plus liées aux paramilitaires colombiens ou aux pratiques mafieuses.

Le 18 avril, Maduro annonce la mise en place d'un plan Zamora –un déploiement de militaires et de civils armés– contre le *« coup d'État »* et exige des poursuites judiciaires contre Julio Borges, le président de l'Assem-

blée nationale, accusé d'avoir lancé un *« appel ouvert au putsch, à la division des forces armées et à la rébellion contre son commandement »* (*Le Monde*, 20 avril). Maduro s'appuie de plus en plus sur l'armée à la hiérarchie hypertrophiée, accaparant une large part de la rente pétrolière et propriétaire de multiples entreprises capitalistes.

Ces manifestations massives sont de fait interdites aux non-blancs : un jeune homme à la peau mate, Orlando Jose Figuera, est brûlé vif… Elles comprennent des éléments armés, prêts au coup d'État. Toutefois la participation aux manifestations s'est progressivement réduite, notamment en raison de cette violence, et aussi de l'éloignement de la perspective d'une rapide prise du pouvoir. La fraction la plus réactionnaire de la bourgeoisie – parfois qualifiée de « combattants de la démocratie » par la presse bourgeoise nationale et internationale– sont formés par les paramilitaires colombiens, pratique le terrorisme, les attentats à l'explosif, les incendies de bâtiments officiels, la sous-traitance de violences par la pègre, l'utilisation d'enfants-mercenaires, les assassinats, les tortures…

Barack Obama, alors président des États-Unis, a notamment déclaré que le Venezuela représente une *« menace extraordinaire pour la sécurité nationale et la politique extérieure des États-Unis »* (*Le Monde*, 16 mars 2015), élargissant les sanctions économiques contre ce pays, et le *Washington Post*, un des organes de la bourgeoisie des États-Unis, appelle à une *« intervention extérieure »* (12 avril 2016). L'impérialisme américain a aussi besoin de se débarrasser de ce concurrent qui marche sur ses plates-bandes et dont le pétrole est huit fois plus abondant que le sien, d'autant qu'il perd des parts de marché. D'après l'Institut national de statistiques, la moyenne des exportations et importations vers les États-Unis s'est réduite de dix points entre la première et la deuxième moitié de la présidence Chávez alors que les échanges avec le Brésil et avec la Chine ont augmenté dans une proportion similaire. Il serait trop risqué d'interdire l'importation du pétrole vénézuélien, ce qui pénaliserait son marché intérieur. Il était impliqué dans la tentative –avortée en raison du soutien populaire– de coup d'État de 2002 contre le gouvernement Chávez qui a provoqué la mort de 60 de ses soutiens et que seuls Bush et Aznar avaient reconnu.

Le gouvernement américain a admis avoir fourni *« l'entraînement, des installations institutionnelles et d'autres moyens de soutien à des personnes et organisations »* (*New York Times*, 7 juin 2017) qui ont participé au coup d'État. Par la suite, il a augmenté le financement de groupes de l'opposition et il continue aujourd'hui de leur attribuer des millions de dollars. En novembre 2015, le lanceur d'alerte Edward Snowden révélait que la CIA a engagé une opération de surveillance massive sur les systèmes informatiques de certaines compagnies pétrolières. Si l'on en croit le directeur de la CIA Michael Pompeo, *« les États-Unis ont grand intérêt à s'assurer que le Venezuela soit aussi stable et démocratique que possible… Et par conséquent nous travaillons dur dans ce but »* (Aspen Institute, 20 juillet 2017).

Maduro supprime l'Assemblée nationale

L'Assemblée nationale était une institution centrale selon la Constitution chaviste de 1999. Maduro ne l'a jamais mise en cause tant que le PSUV y était majoritaire. Mais elle sert désormais à l'opposition.

Le bonaparte en déclin procède à son propre coup d'État. Le 1er mai, il annonce qu'il remplacera l'AN à partir du 30 juillet, non par des soviets, mais par une Assemblée constituante. Il recourt à l'habituelle démagogie chaviste : *« une Constituante ouvrière, communale, paysanne, une Constituante féministe, de la jeunesse, des étudiants, une Constituante indigène, mais surtout, mes frères, une Constituante profondément ouvrière, profondément communale ».* Mais il refuse, contrairement aux procédés de Chávez, de faire avaliser le changement de constitution par un référendum. Les élections régionales sont suspendues. Dans le même discours, il s'engage à *« respecter toutes les formes de propriété existantes »,* laissant ainsi l'économie entre les mains de la bourgeoisie qu'elle soit bolivarienne ou compradore. Cette fuite en avant alimente la réaction nationale et internationale.

Le nouveau parlement bourgeois (545 sièges) a deux sortes de membres :

- 8 élus parmi les indigènes et 173 élus par « secteur d'activité » (travailleurs, retraités, conseils communaux, étudiants, agriculteurs, handicapés et « hommes d'affaires »), en fait largement désignés par le pouvoir et le PSUV ;
- 364 élus au suffrage universel, par circonscription municipale, ce qui permet de surreprésenter les campagnes par rapport aux villes. Les candidats ne sont pas présentés par les partis !

La constitution, tout en restant bourgeoise, est moins démocratique.

Évidemment, l'Assemblée constituante a été boycottée par la MUD qui a organisé un référendum pour tenter de l'empêcher : elle prétend avoir obtenu 7 millions de signatures. Le 20 juillet, elle organisait une grève nationale, soutenue par le patronat. En réalité, elle fut très peu suivie par les travailleurs. En fait, il s'agissait de lock-out patronaux et de barrages routiers patronaux. Le 30 juillet, 8 millions d'électeurs, soit moins de 42 % des inscrits ont participé au scrutin, ce qui ne

saurait s'expliquer seulement par les violences et les pressions des bandes fascistes et de la MUD.

Sur le continent, seuls Cuba, la Bolivie, l'Équateur, l'Uruguay et la Salvador l'avalisent. Comme en témoigne le soutien de l'État russe à l'Assemblée constituante, qui pourrait stabiliser la situation politique locale et faciliter l'accès des entreprises russes et chinoises au pétrole vénézuélien de l'Orénoque moyennant des entreprises privées, cette question est l'enjeu de tensions inter-impérialistes.

L'Assemblée constituante est contestée par plusieurs impérialismes dont ceux des États-Unis et de l'État espagnol –qui étaient les seuls à avoir soutenu le coup d'État contre Chávez en 2002– et par la plupart des États d'Amérique latine : la Colombie, l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Pérou, le Mexique, le Costa Rica, le Guatemala, le Honduras, le Paraguay et le Panama.

Pour l'indépendance de la classe ouvrière

En France, la plupart des opportunistes remettent le sort du Venezuela à la fraction bolivarienne de la bourgeoisie, alors qu'elle est en faillite totale, et se fient au régime bonapartiste, passé du plébiscite à la répression.

Le PdG *« soutient l'élection de l'assemblée constituante »* (10 août). Le PCF se félicite d'un *« vote qui appelle le retour immédiat à la paix et au dialogue »* (31 juillet). LO, de son côté, apporte un appui critique au gouvernement bourgeois en place, *« un gouvernement qui a tenté de corriger des injustices subies par les exploités, par la population pauvre »* (2 août). Pour le POID, *« le gouvernement du Venezuela est légitime, le peuple vénézuélien a le droit de décider souverainement. Il a le droit d'élire une Assemblée constituante »* (5 août). Le POI soutient aussi l'Assemblée constituante de Maduro (*Informations ouvrières*, 17 août).

Une exception est Ensemble, plus sensible aux medias français (rien ne distingue sur ce plan *TF1* ou *Arte*, *Le Figaro* ou *Le Monde*, tous acquis à la MUD). Il condamne les *« violences contre les manifestants »* ainsi que « *la farce électorale »* (4 août).

Le PS affecte l'impartialité. En fait, il veut remettre le pays dominé aux mains de la bourgeoisie européenne et surtout du gouvernement impérialiste Macron :

> *Le Parti socialiste appelle à une médiation internationale neutre, et il attend de la France qu'elle propose cette démarche aux Nations Unies et à l'Union européenne, pour stabiliser le Venezuela et assurer à ses citoyens la paix dont ils ont besoin pour vivre au quotidien.* (31 juillet)

Sur le terrain, la classe ouvrière, quoiqu'ayant manifesté du cours des dernières décennies une grande activité au niveau des entreprises et des localités, reste incapable de tracer au plan national une perspective propre, indépendante des deux fractions de la bourgeoisie et qui permette au pays d'échapper à la crise, au sous-développement, à la domination étrangère. Elle est paralysée par ses directions syndicales et par le centrisme capitulard.

Aucune confédération syndicale ne défend réellement les travailleurs salariés. Alors que la direction des principales centrales (Confédération des travailleurs du Venezuela et Alliance syndicale indépendante) appellent à manifester aux côtés de l'opposition bourgeoise de la MUD, l'appareil de la Centrale bolivarienne socialiste des travailleurs de la ville, des champs et de la pêche, minoritaire, soutient le gouvernement bourgeois de Maduro.

Un groupe anarchiste proche d'AL de France, El libertario, ne fait pas de différence entre Cuba et les États-Unis. Il condamne tout gouvernement, *« qu'il soit aux ordres de l'impérialisme yankee ou de La Havane »* (4 août).

Ce qui reste du stalinisme n'a pas renoncé à subordonner le prolétariat à la bourgeoisie soi-disant nationale au nom d'une « révolution démocratique » anachronique : le PCV a même participé à la Constituante comme une *« opportunité d'approfondir la révolution »*. Le problème est que l'assemblée constituante est anti-démocratique et qu'elle est instaurée pour empêcher la révolution prolétarienne et pour privatiser.

Hélas, le prétendu mouvement « trotskyste » n'est guère plus clairvoyant. La 4e Internationale avait été fondée, entre autres, sur l'exigence de la rupture du Parti communiste de Chine avec le nationalisme bourgeois du Guomindang. Lors du congrès de 1951, le secrétaire général Pablo a révisé le programme : le front populaire était adopté (contre la révolution permanente) en Amérique latine sous l'appellation de « front uni anti-impérialiste ».

> *La conception large du programme doit se manifester pratiquement par une participation et une activité exempte de tout sectarisme dans tout mouvement de masse de toute organisation qui exprime, même d'une manière indirecte ou confuse, les aspirations des masses qu'il s'agisse par exemple des syndicats péronistes ou du mouvement du MNR bolivien, de l'APRA au Pérou, du mouvement « travailliste » de Vargas ou de l'AD au Venezuela.* (*Les Congrès de la 4e Internationale*, La Brèche, t. 4, p. 288-289)

Depuis, la plupart des composantes du « trotskysme » (au Venezuela comme ailleurs) sont partisanes du « front uni anti-impérialiste », confondent mouvement ouvrier et nationalisme bourgeois, avancent systématiquement le mot d'ordre d'assem-

blée constituante même là où les libertés démocratiques sont conquises.

- Le PSL (Parti socialisme et liberté), affilié à l'UIT-QI pabliste-moréniste, renie aujourd'hui le chavisme pour se rallier à l'opposition bourgeoise de la MUD, jusqu'à adopter le slogan *« Maduro dehors ! »* (11 août 2017).
- MS (Marée socialiste), affilié au MST-QI pabliste-moréniste (dont est membre le GLC de France), a quitté le parti bourgeois PSUV en 2014. Ce groupe réformiste défend la constitution bourgeoise de Chávez.

Nous exigeons que le CNE rétablisse le fonctionnement de la Constitution de 1999 qu'il assume sa responsabilité historique et active les élections régionales de gouverneurs et de maires… tout ceci avec les plus amples garanties de la participation démocratique de toutes les expressions politiques du pays. (*Inprecor*, mai 2017)

- La LTS, affiliée à la FTQI issue du pablisme-morénisme, avance le mot d'ordre *« Assemblée constituante libre et souveraine »* (16 mai 2016), ce qui désarme face à la manoeuvre de la bourgeoisie bolivarienne de mai 2017.
- OA, affiliée au CRQI pabliste-loriste, soutient de manière critique la convocation de l'Assemblée constituante et elle prétend qu'il faut retourner celle-ci contre le gouvernement Maduro.

Le mot d'ordre d'Assemblée constituante, que le gouvernement Maduro est en train d'imposer est majoritaire et correctement exigée par la gauche… Dans le collège territorial comme dans le collège sectoriel, il y a des éléments chavistes qui présentent des propositions non gouvernementales… À l'assemblée constituante, faisons entendre une contestation et non des applaudissements. (*Prensa Obrera*, 27 juillet 2017)

- Luchas (Ligue unitaire chaviste socialiste) a scissionné de MS en juillet 2016. Elle soutient ouvertement le gouvernement de Maduro, présenté comme « populaire » et non comme bourgeois.

Nous considérons que la convocation d'une constituante de la part du pouvoir populaire est progressiste… Le président Maduro a pris l'audacieuse initiative de convoquer un processus constituant… La Luchas a décidé de participer activement et ouvertement au processus constituant. (*Inprecor*, mai 2017)

La MS et Luchas participent par ailleurs toutes deux aux réunions de la « 4e Internationale » pabliste-mandéliste (en France, la direction du NPA).

Seul un mouvement de travailleurs indépendants du PSUV, lié aux travailleurs de toute l'Amérique et du reste du monde, peut s'opposer au MUD et à l'impérialisme américain. Seul l'armement des masses, la constitution de milices par les travailleurs et les paysans peut constituer une défense valable. Elles devront remplacer la police et l'état-major. Des conseils de travailleurs, conscrits, étudiants et paysans permettront de débattre librement entre opprimés et exploités, de remplacer l'Assemblée nationale et l'Assemblée constituante, d'exproprier les groupes capitalistes (étrangers, bolivariens et compradores), de mettre à bas l'État bourgeois et de mobiliser contre les immixtions impérialistes, de former un gouvernement des travailleurs. Pour une économie démocratiquement planifiée, une transformation socialiste de l'économie, avec pour perspective indispensable l'extension de la révolution prolétarienne et les États-Unis socialistes d'Amérique.



Alan Woods, dirigeant de la TMI pabliste-grantiste , trinque avec le colonel Chávez
en France, la TMI est représentée par le groupe « trotskyste » Révolution

Rupture des syndicats avec la MUD et le gouvernement, une seule centrale syndicale démocratique et de lutte de classe ! Assemblées de masse sur les lieux de travail, occupations des usines ! Brigades de défense populaire, organisations armées d'auto-défense ! Arrestation de tous les dirigeants responsables des violences contre les masses ! Arrestation de tous les officiels civils et militaires coupables de corruption et confiscation de tous leurs actifs illégalement acquis ! Conseils dans les entreprises, les quartiers, les villages et les universités, centralisés dans une assemblée populaire nationale qui remplace l'Assemblée nationale et l'Assemblée constituante ! Gouvernement des travailleurs basés sur les conseils ! Fédération socialiste d'Amérique latine !

Non-paiement de la dette ! Réforme agraire ! Expropriation des banques privées et des grandes entreprises capitalistes sans indemnité ni rachat ! Monopole d'État sur le commerce extérieur ! Contrôle ouvrier dans les entreprises et administrations publiques ! Gel des prix, contrôle populaire sur la distribution ! Augmentation générale des salaires et indexation sur les prix ! Planification de la production en vue de satisfaire les besoins de la population ! Fin de la dépendance au pétrole !

19 septembre 2017

La Révolution russe de juin à septembre 1917

> *La révolution du 27 février 1917 balaya la monarchie et porta au pouvoir la bourgeoisie libérale. Cette dernière, agissant de concert avec les impérialistes anglo-français, ne voulait qu'une petite révolution de palais. Elle n'entendait dépasser en aucun cas une monarchie constitutionnelle censitaire. Et quand la révolution alla plus loin, jusqu'à l'abolition complète de la monarchie et la création de soviets (des députés ouvriers, soldats et paysans), la bourgeoisie libérale devint franchement contre-révolutionnaire.* (Vladimir Lénine, « Changements dans la situation des classes », 27 juin 1917, *Oeuvres*, Progrès, t. 25, p. 135)

Les dirigeants du POSDR menchevik (PM) et du Parti socialiste-révolutionnaire (PSR) empêchent les soviets, où ils sont majoritaires, de prendre le pouvoir et ce sont eux, les « conciliateurs », qui le remettent à la bourgeoisie représentée par le Parti constitutionnel démocrate (PKD ou « cadet ») et l'Union du 17 octobre (« octobristes ») [voir *Révolution communiste* n° 23].

> *L'entente avec la bourgeoisie contre-révolutionnaire fait le fond de la politique de la démocratie petite-bourgeoise, c'est-à-dire les partis socialiste-révolutionnaire et menchevik... Cette démocratie petite-bourgeoise veut le partage du pouvoir avec la bourgeoisie et non le renversement de celle-ci.* (Vladimir Lénine, « Une révolution en déliquescence », 27 juin 1917, *Oeuvres* t. 25, p. 136)

Après un soulèvement à Petrograd (la capitale d'alors, aujourd'hui nommée Saint-Pétersbourg) des ouvriers et des paysans conscrits contre la poursuite de la guerre par le gouvernement du prince Lvov, les partis conciliateurs entrent le 5 mai 1917 au second gouvernement provisoire. Ce front populaire avant la lettre poursuit la guerre impérialiste, refuse la terre aux paysans, veut maintenir par la force la Finlande et l'Ukraine dans l'État russe [voir *Révolution communiste* n° 24].

Juin : la guerre s'éternise, l'économie se disloque

Les ouvriers et les soldats les plus avancés développent une grande activité et se tournent de plus en plus vers le POSDR bolchevik (PB) qui, sous l'impulsion de Lénine, refuse de soutenir tout gouvernement bourgeois.

Le Parti bolchevik est encore minoritaire au congrès des soviets de juin 1917. Le 18 juin 1917, une manifestation appelée par le Comité exécutif du Soviet rassemble 500 000 ouvriers et soldats à Petrograd qui reprennent pour la plupart les mots d'ordre bolcheviks : *« À bas les 10 ministres capitalistes ! », « Tout le pouvoir aux soviets ! ».*



17 mai 1917, après son emprisonnement au Canada, Trotsky arrive à Petrograd et harangue la foule, il collabore aussitôt avec le PB

> *Les bolcheviks développaient leur action sur deux axes : d'une part, ils s'efforçaient d'obtenir la majorité dans les soviets en propageant leur programme et en menant une lutte implacable contre le gouvernement provisoire; d'autre part, ils sommaient les conseils socialistes modérés de prendre le pouvoir immédiatement.* (Oskar Anweiler, *Les Soviets en Russie*, 1958, Gallimard, p. 208)

La guerre, la crise économique, l'inflation et le sabotage orchestré par les capitalistes contre les travailleurs aggravent les tensions entre les deux classes fondamentales, alors que le PSR et le PM, qui sont nettement majoritaires dans les soviets, tentent de s'interposer.

> *La Russie est gouvernée par deux blocs : le bloc des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks et le bloc de ce bloc avec les cadets, qui font bloc, de leur côté avec tous les partis situés à leur droite. La déliquescence de la révolution en découle inévitablement.* (Vladimir Lénine, « Une révolution en déliquescence », 25 juin 1917, *Oeuvres,* Progrès, t. 25, p. 132)

Le gouvernement laisse le patronat organiser un lock-out qui met plus de 38 000 ouvriers au chômage en juin, 48 000 en juillet. Seules les entreprises qui ont passé commande avec l'armée fonctionnent, écoeurant un peu plus le prolétariat à Petrograd, à Moscou et dans toute la Russie. Les gouvernements français et anglais poussent à la reprise des opérations contre les armées allemandes sur le front est. Leur allié russe obtempère. Mais la masse des soldats s'y refuse et l'offensive tourne à la déroute. L'offensive coûte 56 000 morts supplémentaires.

Le meilleur orateur de la révolution, Trotsky, est considéré par les travailleurs de Petrograd comme un bolchevik. Le 2 juillet, l'Organisation interrayons (une fraction intermédiaire du POSDR auquel appartenait Trotsky, Joffé, Manouilsky, Lounatcharski, Ouritski, Riazanov…) qui collaborait avec le Parti bolchevik depuis mai, décide de rejoindre celui-ci.

Juillet : la réaction tsariste et les « démocrates » à l'oeuvre

> *Il n'y avait que deux issues possibles : ou bien la bourgeoisie devait être chassée du pouvoir et la révolution devait marcher de l'avant, ou bien on allait par de sévères représailles « museler » les masses populaires.* (Léon Trotsky, *L'Avènement du bolchevisme*, 1918, Maspero, p. 30)

Le 2 juillet, les 4 ministres PKD démissionnent, car les difficultés militaires tendent les rapports avec les partenaires gouvernementaux du PSR et du PM. Milioukov, principal chef des cadets, tente de faire pression sur les partis « socialistes » afin qu'ils assument la défaite sur le front militaire et exigent des soviets de Petrograd qu'ils soutiennent la guerre.

Si le calcul est juste quant à la nature petite-bourgeoise des PM et PSR, incapables de s'en prendre à leur maître et à sa propriété, il n'en est pas de même pour les masses. Le Parti bolchevik met en garde contre tout mouvement prématuré car la province ne va pas à la même vitesse que la capitale. Les bolcheviks n'ont qu'une influence réduite sur les soldats du front et la paysannerie pauvre. Même Moscou n'est pas aussi avancée que Petrograd Il ne faut pas que le prolétariat de la capitale, en déclenchant une insurrection prématurée, subisse le sort de la Commune de Paris en 1871.

Mais les ouvriers de l'industrie et les soldats de la garnison de Petrograd n'en ont cure. Le 4 juillet, ils convergent, souvent en armes, par dizaines de milliers devant le Palais de Tauride où siège le Comité exécutif des soviets de Russie, dont ils exigent qu'il prenne le pouvoir.

> *Lorsque Lénine disait, en mai, que les ouvriers et les paysans étaient cent fois plus révolutionnaires que notre parti, il généralisait indubitablement l'expérience de février et d'avril. Mais les masses aussi généralisaient cette expérience à leur façon. Elles se disaient dans leur for intérieur : même les bolcheviks trainassent et atermoient. Les manifestants étaient tout disposés dans les « journées de juillet » -si la marche de l'affaire l'avait nécessité– à liquider le pouvoir officiel. En cas de résistance de la bourgeoisie, ils étaient prêts à employer les armes.* (Léon Trotsky, *Histoire de la Révolution russe,* 1930-1932, Seuil, t. 2, p. 77)

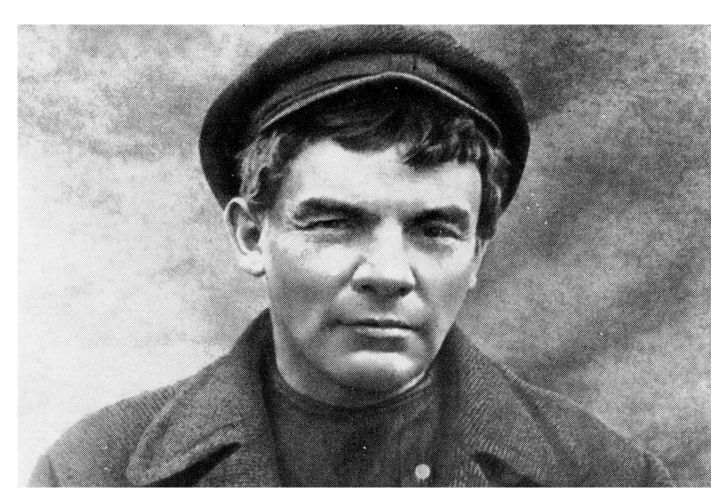
La manifestation tourne au mouvement insurrectionnel qui balaie quelques bataillons de cosaques réactionnaires qui tirent sur les ouvriers et soldats acquis à leur cause. Dans la nuit du 4 au 5 juillet, le ministre de l'agriculture, Tchernov (PSR) est à deux doigts d'être lynché. Le 5 juillet, 6 000 matelots de la base maritime de Kronstadt, dont les militants du PB, font mouvement pour occuper la forteresse Pierre et Paul.

Le ministre de la Guerre Kerensky (travailliste) dépêche dans la capitale des troupes plus sûres. Le 5 juillet, les manifestants commencent à se disperser. L'armée, sous les ordres de Kerensky, rétablit l'ordre.

> *Aussitôt, le gouvernement provisoire et des éléments réactionnaires reprirent l'initiative. Il y eut des commencements de pogromes aux cris de : « Les Juifs et les bolcheviks à l'eau ! ». L'imprimerie de la* Pravda *fut saccagée. Un ministre communiqua à des officiers de régiments fidèles une révélation tout à fait sensationnelle : Lénine et ses complices n'étaient que les agents de l'Allemagne, on venait d'en acquérir la preuve irréfutable.* (Victor Serge, *Vie et mort de Léon Trotsky,* 1946, Maspero, t. 1, p. 49)

4 juillet , Petrograd : le gouvernement provisoire fait tirer sur les manifestants





août 1917, Lénine se cache en Finlande

Le Parti socialiste-révolutionnaire et le Parti menchevik se font complices de la contre-révolution bourgeoise en mettant en cause « l'extrémisme des bolcheviks ».

> *La manifestation des 3 et 4 juillet vaut aux bolcheviks un torrent d'injures et d'outrages. On va jusqu'à prétendre que les bolcheviks « ont tenté de s'emparer de la ville », qu'ils voulaient « faire violence » aux soviets... Les faits prouvent, au contraire, que les bolcheviks ne se sont emparés (bien qu'ils en aient eu la possibilité) d'aucune partie de la ville, ni même d'aucun édifice. Les faits prouvent qu'un seul acte politique de violence a eu lieu contre un établissement : il s'est produit dans la nuit du 4 au 5 juillet, lorsque les locaux de la* Pravda *ont été saccagés par les élèves-officiers et par les cosaques...* (Vladimir Lénine, « La médisance et les faits », 6 juillet 1917, *Oeuvres* t. 25, p. 170)

Le gouvernement provisoire reprend l'accusation « de haute trahison » contre Lénine et la presse réactionnaire multiplie les calomnies qui s'étendent au ministre Tchernov, qui a participé en 1915 à la conférence socialiste internationale de Zimmerwald contre la guerre.

L'appareil d'État se dresse contre la révolution prolétarienne. Les régiments révoltés sont dissous et leurs membres envoyés sur le front, où la peine de mort est rétablie. Les locaux du Parti bolchevik sont saccagés par un détachement d'élèves-officiers. Le gouvernement interdit la *Pravda*. Kamenev, Trotsky, Kollontaï, Rykov, Lunatcharsky, des centaines de militants, d'ouvriers et de soldats sont arrêtés.

> *Le gouvernement change tous les jours... ce qui agit, c'est la dictature militaire. Il serait ridicule en l'occurrence de parler de « jugement ». Il ne s'agit pas d'un « jugement », mais d'un épisode de guerre civile.* (Vladimir Lénine, « Les dirigeants bolcheviks doivent-ils comparaitre devant les tribunaux ? », 7 juillet 1917, *Oeuvres* t. 25, p. 186)

Le 8 juillet, Lénine et Zinoviev passent à la clandestinité, quand un mandat est lancé contre eux. Ils se cachent à quelques kilomètres de Petrograd. Le 21 juillet, ils sont accusés de « haute trahison » pour une prétendue complicité avec l'Allemagne.

> *L'officier chargé d'interpeller Lénine demande au général commandant la circonscription militaire de Petrograd dans quel état il veut réceptionner le prisonnier. Le générale lui répond : « les détenus font parfois des tentatives d'évasion ».* (Jean-Jacques Marie, *Lénine*, 2004, Balland, p. 189)

La fin de la possibilité d'un passage pacifique au pouvoir des soviets

> *La popularité des bolcheviks décrut presque aussi rapidement qu'elle avait crû, leur chef se cachait à présent et les partis socialistes avaient fini par se retourner contre eux.* (Leonard Schapiro, *Histoire du Parti communiste de l'Union soviétique,* 1960, Gallimard, p. 197)

Pour Lénine, les soviets perdent leur caractère révolutionnaire car le désarmement de l'avant-garde ouvrière et les sanctions et exécutions des soldats révolutionnaires en font des couteaux sans lame. Kerensky se pose en Bonaparte. La démission du prince Lvov lui permet de prendre la tête du gouvernement tout en restant ministre de la Guerre.

> *Les dirigeants des SR et des mencheviks ont déposé respectueusement leur part de pouvoir aux pieds de Kerensky. Les cadets ont accepté ce cadeau de bonne grâce : ils considéraient de toute façon Kerensky non comme un grand arbitre impartial mais comme un simple agent intermédiaire. Prendre tout le pouvoir immédiatement aurait été trop dangereux, à cause de l'inévitable résistance révolutionnaire des masses.* (Léon Trotsky, « Éléments de bonapartisme », 15 août 1917, *L'Année 1917*, Maspero, p. 61)

Avec l'appui des principaux dirigeants SR et mencheviks devenus ministres d'État, le gouvernement Kerensky interdit les manifestations, rétablit la peine de mort au front, désarme toute milice ouvrière, interdit la presse bolchevik. D'un autre côté, il limite tout achat et vente de terre et promet qu'une Assemblée constituante se réunira... à l'automne.

Le 16 juillet, Kerensky nomme Kornilov chef de l'état-major. Ce général avait fait ses preuves contre les soldats, à défaut de les avoir faites contre l'armée allemande.

> *Pendant les journées d'avril, il essaya d'effectuer une première saignée de la révolution, mais se heurta à la résistance du comité exécutif, démissionna, obtint le commandement d'une armée, et, ensuite, du front Sud-Ouest. Sans attendre l'institution légale de la peine de mort, Kornilov donna l'ordre de fusiller les*

> *déserteurs et d'exposer les cadavres avec des écriteaux sur les routes, menaça de peines rigoureuses les paysans qui s'attaqueraient aux droits de la propriété domaniale, forma des bataillons de choc et, en toute occasion propice, menaça du poing Petrograd. Ainsi se dessina autour de son nom une auréole aux yeux du corps des officiers et des classes possédantes.* (Léon Trotsky, *Histoire de la Révolution russe,* 1930-1932, Seuil, t. 2, p. 161)

Le 24 juillet, la coalition renaît, avec l'accord du comité exécutif des soviets. Le deuxième gouvernement de coalition, où sont majoritaires les ministres de la « démocratie socialiste », continue à détenir les révolutionnaires et à interdire leurs journaux.

> *L'état-major général et le commandement supérieur de l'armée, consciemment ou à demi-consciemment secondés par Kerensky... ont déclenché la répression contre les unités révolutionnaires du front. Ils ont commencé à désarmer les troupes et les ouvriers révolutionnaires de Petrograd et de Moscou, à étouffer et mater le mouvement de Nijni Novgorod, à arrêter les bolcheviks et à fermer leurs journaux, non seulement sans décision des tribunaux, mais encore sans décret du gouvernement. En fait, le pouvoir d'État en Russie est essentiellement aujourd'hui une dictature militaire.* (Vladimir Lénine, « La situation politique », 10 juillet 1917, *Oeuvres,* Progrès, t. 25, p. 189)

Pour Lénine, cela clôt une période.

> *Les soviets étaient formés par les délégués de la masse des ouvriers et des soldats libres, c'est-à-dire ne subissant aucune contrainte extérieure, et armés. Les armes entre les mains du peuple, l'absence de toute contrainte extérieure pesant sur le peuple, tel était le fond des choses. Voilà ce qui permettait et assurait le développement pacifique de toute la révolution. Le mot d'ordre : «Tout le pouvoir aux soviets», était le mot d'ordre de l'étape immédiate, du tout premier pas à réaliser dans cette voie pacifique de développement. C'était le mot d'ordre du développement pacifique de la révolution, possible, et, naturellement, souhaitable, du 27 février au 4 juillet, et qui est devenu maintenant absolument impossible.* (Vladimir Lénine, « À propos des mots d'ordre », juillet 1917, *Oeuvres* t. 25, p. 199)

Selon Lénine, il convient d'abandonner le mot d'ordre de la période précédente (« tout le pouvoir aux soviets ») et de se tourner vers une autre perspective (l'insurrection).

> *La situation objective se présente ainsi : ou la victoire complète de la dictature militaire ou la victoire de l'insurrection armée des ouvriers. Cette victoire n'est possible que si l'insurrection coïncide avec une effervescence profonde des masses contre le gouvernement et la bourgeoisie, par suite de la débâcle économique et de la prolongation de la guerre... L'insurrection armée ne peut avoir d'autre objectif que le passage du pouvoir au prolétariat soutenu par les paysans pauvres, en vue de l'application du programme de notre parti.* (Vladimir Lénine, « La situation politique », 10 juillet 1917, *Oeuvres* t. 25, p. 190)

Pour Lénine, le pouvoir du prolétariat issu de l'insurrection devra reposer sur des soviets renouvelés.

> *Les soviets pourront et devront faire leur apparition dans cette nouvelle révolution* ; *pas les soviets d'aujourd'hui, pas ces organes d'entente avec la bourgeoisie, mais des organes de lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie. Nous resterons, alors aussi, partisans d'un Etat bâti sur le type des soviets, c'est certain. Il ne s'agit pas de disserter sur les soviets en général, mais de combattre la contre-révolution actuelle et la trahison des soviets actuels.* (Vladimir Lénine, « À Propos des mots d'ordre », juillet 1917, *Oeuvres* t. 25, p. 205)

En même temps, Lénine met en garde contre la tentation de ce qu'on appellerait aujourd'hui le gauchisme.

> *L'erreur la plus grave serait de croire le prolétariat révolutionnaire capable de « refuser » de soutenir les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks face aux contre-révolutionnaires sous prétexte de « se venger » d'eux parce qu'ils ont aidé à la répression contre les bolcheviks et aux fusillades sur le front, et désarmé les ouvriers... Le fond de la question, c'est que ces nouveaux détenteurs du pouvoir ne peuvent être vaincus que par les masses révolutionnaires du peuple. Ces masses, pour s'ébranler, doivent non seulement être conduites par le prolétariat, mais aussi se détourner des partis socialiste-révolutionnaire et menchevique, traîtres à la révolution.* (Vladimir Lénine, « À propos des mots d'ordre », juillet 1917, *Oeuvres* t. 25, p. 201)

Le 26 juillet, le 6e congrès du Parti bolchevik se tient de manière semi-clandestine. Lénine, Zinoviev, Trotsky, Kamenev ne peuvent y participer. Boukharine et Staline présentent les principaux rapports sur la ligne que préconise Lénine.

> *Les bolcheviks devaient préparer la prise du pouvoir par les classes révolutionnaires. Il n'y avait dans la résolution aucune indication quant aux organes qui remplaceraient les soviets et cette difficulté troublait bien des membres du parti... Pourtant, la résolution fut adoptée à l'unanimité et seulement quatre abstentions.* (Leonard Schapiro, *Histoire du Parti communiste de l'Union soviétique*, 1960, Gallimard, p. 198)

Staline envisage la comparution de Lénine, à condition que sa sécurité personnelle soit garantie et que le procès soit organisé démocratiquement, il propose une résolution dans ce sens. Dzerjinski et d'autres pensent qu'il doit rester dans la clandestinité. Le congrès les

suit et adopte à l'unanimité une résolution contre la comparution.

Août : le gouvernement PSR-PM-PKD convoque une « Conférence d'État »

Sur le front, le rétablissement officiel de la peine de mort, la dissolution des comités de soldats, l'interdiction des journaux rencontrent la résistance des conscrits, sous les formes les plus diverses. À l'arrière, la crise économique s'approfondit avec ses corollaires : pénurie de nourriture, inflation, marché noir, chômage.

> *Refusant tout crédit à un gouvernement impuissant, les industriels préféraient attendre que la tourmente passât : camouflage des stocks, refus d'appliquer les monopoles d'État, arrêts de travail faute de combustibles, généralisation des lock-out dans les entreprises où la lutte politique désorganisait la production – ces pratiques dépossédaient le gouvernement de tout contrôle sur l'économie. Les ouvriers y répondaient par la grève ou l'occupation des usines, et le climat social se détériorait...* (François-Xavier Coquin, *La Révolution russe*, 1962, Les Bons Caractères, p. 93)

Une des questions centrales reste la terre.

> *Le gouvernement, qui se prétend révolutionnaire et démocratique, continue depuis des mois à berner les paysans, à les tromper par des promesses et des atermoiements... Pour la terre, attends jusqu'à l'Assemblée constituante. Pour l'Assemblée constituante, attends jusqu'à la fin de la guerre. Pour la fin de la guerre, attends jusqu'à la victoire totale. Voilà ce qu'il en est. Les capitalistes et les grands propriétaires fonciers, qui ont la majorité dans le gouvernement, se moquent tout bonnement des paysans.* (Vladimir Lénine, « Les Enseignement de la révolution », juillet 1917, *Oeuvres*, Progrès, t. 25, p. 249)

12-15 août , Moscou : la Conférence d'État
au premier Kerensky, président du gouvernement provisoire
derrière lui, en uniforme blanc, le général Kornilov



Les travailleurs des campagnes n'attendent pas.

> *Dans les campagnes, lasses de devoir attendre en vain les réformes, pillages et incendie se généralisaient. C'était l'appropriation spontanée des grands domaines que les paysans moissonnent, labourent et ensemencent avec l'approbation des comités agraires locaux. À la fin de l'été, 80 % des districts de Russie d'Europe étaient touchés par la révolte.* (François-Xavier Coquin, *La Révolution russe*, 1962, Les Bons Caractères, p. 93)

Le 3e gouvernement provisoire essaie de reprendre la main en convoquant une « conférence d'État » du 12 au 15 août (ancien calendrier) à Moscou, jugée plus calme que Petrograd.

> *Furent invités à participer à la conférence d'État, d'après la liste officielle, « les représentants des organisations politiques, sociales, démocratiques, nationales, commerciales et industrielles, coopératives, les dirigeants des organes de la démocratie, les hauts représentants de l'armée, des institutions scientifiques, des universités, les membres de la Douma ».* (Léon Trotsky, *Histoire de la Révolution russe,* 1930-1932, Seuil, t. 2, p. 163)

Le Parti bolchevik boycotte la conférence. Elle tente d'en finir avec le double pouvoir et de déplacer le gouvernement vers les forces les plus réactionnaires qui, par l'intermédiaire de Kerensky et Kornilov, se regroupent pour en finir avec la révolution.

Kornilov utilise l'occasion pour apparaître comme l'homme providentiel, sauveur de la propriété et restaurateur de l'ordre.

> *Le lendemain, Kornilov arriva du Grand quartier général, il fut reçu par de nombreuses délégations, dont celle du concile ecclésiastique. Sur le quai devant lequel le train s'arrêta sautèrent des cosaques du Tek, en caftans d'un rouge vif, sabres mis au clair, qui firent la haie des deux côtés. Des dames enthousiastes couvrirent de fleurs le héros qui passa en revue la garde et les députations. Le cadet Roditchev termina son discours d'accueil par cette exclamation : « Sauvez la Russie, et le peuple reconnaissant vous couronnera ». De la gare, Kornilov se dirigea, sur le chemin traditionnel des tsars, vers la chapelle de la Vierge Iverskaïa, où il eut un service religieux...Comme investi du pouvoir, Kornilov recevait dans son wagon les politiciens, les industriels, les financiers.* (Léon Trotsky, *Histoire de la Révolution russe,* 1930-1932, Seuil, t. 2, p. 167)

Au même moment, le prolétariat montre sa force. Si le soviet de Moscou, qui n'a pas connu d'élection depuis longtemps, s'oppose à toute protestation devant la Conférence d'État, le Parti bolchevik et les syndicats organisent une grève le 12 août.

> *Ni lumière, ni tramways ; les fabriques, les usines, les ateliers et les dépôts des chemins de fer ne travaillaient pas, et même les garçons de restaurant étaient en grève…* (Léon Trotsky, *Histoire de la Révolution russe,* 1930-1932, t. 2, p. 166)

Le 8 août, le PB envoie par précaution Lénine en Finlande.

Août : le coup d'État militaire échoue

Néanmoins, la méfiance grandit au soviet de Petrograd et ceux des grandes villes à l'égard des camarades « ministres », envers le Parti menchevik et le Parti socialiste-révolutionnaire. Les masses paysannes s'enhardissent.

La grande bourgeoisie veut se débarrasser des socialistes qu'elle ne faisait que tolérer et qui se révèlent impuissants à maintenir l'ordre sur le front, dans les villes et au sein des campagnes. Dans le camp des exploiteurs, la majorité pense qu'il faut reprendre le pouvoir par la force et en finir avec les soviets. L'homme-clé de ce projet s'appelle Kornilov. Général en chef nommé par Kerensky lui-même, Kornilov est détesté de la plupart des soldats mais se présente comme capable de la contre-révolution. Depuis la Conférence de Moscou, Kornilov est célébré comme un héros par la bourgeoisie et ses journaux.

Kerensky, qui croit qu'il lui est soumis, couvre les préparatifs du général factieux. Le complot est commun, les gains espérés sont différents. Mais ni les uns ni les autres n'ont prévu la réaction des travailleurs qui s'appuient sur les soviets et reprennent les armes. Le plan consiste à mobiliser des troupes sûres pour fondre sur Petrograd après la perte de Riga (21 août), la capitale de la Lettonie, dont le soviet est bolchevik, serait livrée à l'armée impérialiste allemande. Le PB serait rendu responsable de la défaite et l'état-major sauverait Petrograd en écrasant les soviets.

Mais rien ne se passe comme prévu. La réaction des masses est immédiate, les cheminots retardent et interdisent le mouvement des troupes de Kornilov pendant que les gardes rouges (les ouvriers en armes) orchestrent la défense de la ville. Au dernier moment, Kerensky abandonne Kornilov (27 août). Dès lors, le général affronte sans caution démocratique la classe ouvrière de Petrograd en armes. Les soviets revivent. Les bolcheviks emprisonnés sont libérés.

> *Les organisations soviétiques d'en bas, à leur tour, n'attendaient pas les appels d'en haut. Le travail principal était concentré dans les quartiers. Aux heures des plus grandes hésitations du gouvernement et des fastidieux pourparlers du Comité exécutif avec Kerensky, les soviets de quartier se resserrèrent entre eux et décidèrent de déclarer la conférence interdistricts ouverte en permanence ; d'introduire leurs représentants dans l'état-major formé par le Comité exécutif ; de créer une milice ouvrière ; d'établir le contrôle des soviets de quartiers sur les commissaires du gouvernement ; d'organiser des équipes volantes pour l'arrestation des agitateurs contre-révolutionnaires… Par la logique même de la situation, les plus hauts organes soviétiques durent se restreindre fortement pour céder la place à ceux de la base. L'entrée des quartiers de Petrograd dans l'arène de la lutte modifia du coup la direction et l'ampleur de celle-ci. De nouveau se découvrit, par l'expérience, l'inépuisable vitalité de l'organisation soviétique : paralysée d'en haut par la direction des conciliateurs, elle se ranimait, au moment critique, en bas, sous l'impulsion des masses.* (Léon Trotsky, *Histoire de la Révolution russe,* 1930-1932, Seuil, t. 2, p. 244)

Le Parti bolchevik et les groupes anarchistes sont en première ligne, les travailleurs de toutes les tendances font face ensemble aux putschistes. La *« division sauvage »* (cavalerie) commandée par le général Krymov est bloquée. Les soviets locaux convainquent les soldats dépêchés sur la capitale que leur mission est de tuer la révolution, les cheminots interdisent tout déplacement de troupes ennemies sur Petrograd. Les réactionnaires de Petrograd restent isolés et inertes. Le coup échoue. Le 2 septembre, Kornilov est capturé, Krymov se suicide.

Le Parti bolchevik demande une nouvelle fois au PSR et au PM de rompre avec les partis bourgeois qui ont fait la preuve de leur fourberie. Ils refusent. Lénine achève de rédiger en Finlande *L'État et la révolution.*

Le PB a montré aux larges masses en quoi il était différent des autres partis « socialistes ». Il regroupe 100 000 militants en août. Il va bientôt remettre le pouvoir aux soviets.

25 septembre 2017



Argentine Disparition d'un militant



Depuis le 1er août , plus personne n'a de nouvelles de Santiago Maldonado, artisan de 28 ans, et militant acquis à la cause des indigènes Mapuches. Plusieurs manifestants de cette communauté en résistance avaient érigé un barrage à Cushamen dans la province de Chubut, en Patagonie, pour protester contre la détention illégale de leur dirigeant, Facundo Jones Huala.

Pour les chasser, une centaine de gendarmes, opérant sous le commandement direct de la ministre de la Sécurité nationale, Patricia Bullrich (ex-Montoneros, aujourd'hui du parti bourgeois PRO), ont chargé violemment leur campement au petit matin, interpellant Maldonado et l'embarquant dans une de leurs camionnettes. Plusieurs indices attestent depuis, de sa disparition, comme ses effets personnels retrouvés sur les lieux de son interpellation.

Concernant les communautés indigènes Mapuches, l'acharnement de l'État bourgeois contemporain se situe dans la lignée du génocide de la « Campagne du Désert » (entre 1878 et 1881). Il n'a cessé de réprimer leurs luttes pour défendre leurs droits à occuper leurs terres originelles. Chez les Mapuches, la propriété collective des terres subsiste. Leur combat contre Benetton, la multinationale de la confection, en est un exemple. Ils revendiquent la restitution des 500 hectares que la firme s'est octroyés avec l'aval des autorités du pays, comme cela a été confirmé par une décision de justice de 2004.

Cette parcelle n'est qu'une goutte d'eau comparée aux 340 000 hectares que possède la firme italienne dans cette région de Patagonie, et aux 900 000 autres dans le reste du pays, en en faisant le premier propriétaire foncier. Ces immenses domaines lui permettent d'élever plus de 250 000 moutons (et 16 000 vaches) comblant 10 % de ses besoins en laine. Le groupe Benetton projette d'y planter des milliers de pins à bois lourd, sans égard pour l'écosystème local.

Les méthodes brutales de l'État qui s'abattent sur ces communautés indigènes et sur leurs défenseurs, garantissent les intérêts des capitalistes, nationaux ou étrangers. Pour en donner l'ampleur, selon l'ONG Oxfam, le nombre de meurtres et d'actes de répression visant les défenseurs des droits de l'homme a atteint un niveau historique : rien qu'en 2015, 122 d'entre eux ont été tués en Amérique latine, soit les 2/3 des crimes de ce type commis dans le monde.

La disparition de Santiago Maldonado fait grand bruit en Argentine. Si le gouvernement du PRO a offert hypocritement une récompense de 500 000 pesos (24 000 euros) pour tout renseignement sur le sort du manifestant, le président, Mauricio Macri, soutient sa ministre, qui nie toute implication des forces de l'ordre qui sont sous sa responsabilité.

Pourtant, leur culpabilité ne peut faire aucun doute. De nombreux témoins sur place ont vu les gendarmes nettoyant soigneusement leurs véhicules, les jours suivants. Et que dire de leur présence dans l'estancia de la famille Benetton, la veille de l'enlèvement, en compagnie du chef de cabinet de la ministre de la Sécurité et de Pablo Noceti (avocat d'anciens militaires tortionnaires) ? Pour un gouvernement qui conteste aujourd'hui encore le chiffre de 30 000 victimes disparues sous l'ère Videla, et n'en admet que 9 000, son peu d'empressement à établir la vérité n'est pas étonnant. Les assassinats et les « disparitions forcées » depuis la fin de la dictature n'ont pas totalement cessé : Julio Lopez, ancien détenu par la dictature militaire, a été enlevé de nouveau en 2006.

Depuis l'arrivée de Macri (capitaliste lui-même) à la présidence du pays en 2015, la bourgeoisie a de plus en plus de mal à cacher sa vraie nature sous le voile de la démocratie. Sa frange la plus réactionnaire ressort ses vieilles recettes immondes contre les classes opprimées.